Vol 18 # 23 • Du 4 au 10 Décembre 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

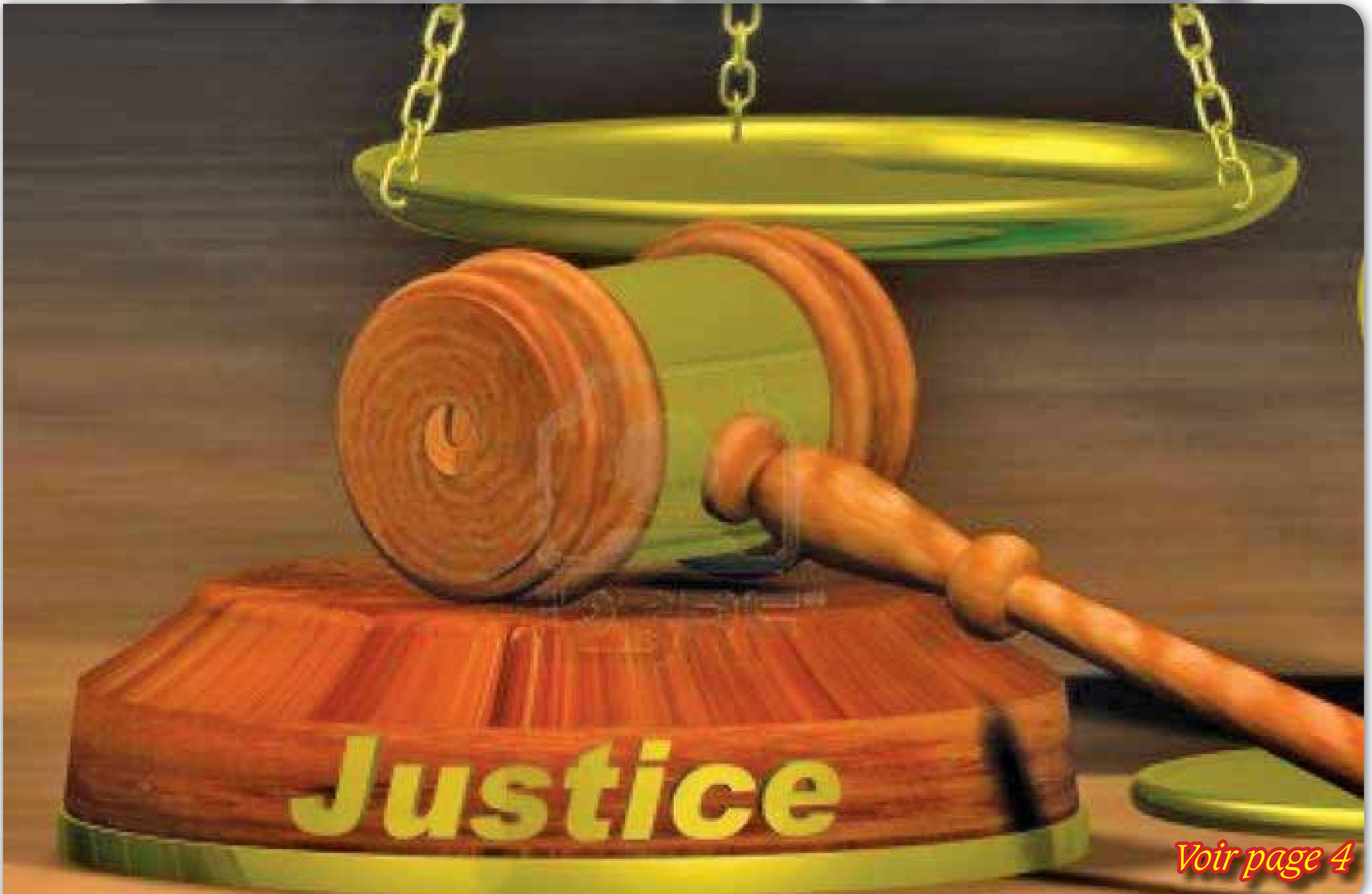
DILATOIRES JUDICIAIRES POUR FAIRE PASSER LE TEMPS !



Voir page 3

Le Premier ministre Alix-Didier Fils-Aimé et le ministre de la Justice Patrick Pélissier. Le scandale de corruption des conseillers présidentiels et de la BNC pourrait rester indéfiniment dans les manœuvres dilatoires de la justice haïtienne jusqu'à ce qu'il soit oublié

UNE JUSTICE À DEUX VITESSES !



Voir page 4

La justice est utilisée pour étouffer les voix dissidentes et protéger les intérêts d'une élite corrompue



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La décomposition de l'Etat haïtien s'accentue !

Par Berthony Dupont

N'ayons pas peur de le dire, un grand danger guette le pays, et ce, depuis bien longtemps. Aujourd'hui, le principal responsable n'est autre que la classe politique traditionnelle qui est au pouvoir à travers du groupe des 9 ou G9 du Conseil Présidentiel de Transition. Et pour cause. La politique qu'il essaie d'appliquer dans le pays est une provocation. Le seul but de ces individus est de neutraliser et de désarmer, par tous les moyens possibles, ceux qui se rebellent contre le malheur que représente ce régime de corrompus.

Cette provocation s'illustre par le partage des postes que ces artisans les plus convaincus de la stratégie de déstabilisation effectuent actuellement dans les administrations publiques. Ils décident de designer à certaines fonctions clefs de l'Etat, de tristes personnages de leur clientélisme politique comme responsables.

Bradé pendant des années, le pays continue à être pillé au détriment des intérêts du peuple par un petit noyau de dilapidateurs sous la couverture de dirigeants mais au fond ce ne sont que des flibustiers, des mercenaires, des hors la loi, bref, des criminels. Tous ce qu'ils disent ne correspondent guère à ce qu'ils font. En vérité, ils sont plus préoccupés par les menaces de sanctions brandies par les Etats-Unis ou d'autres puissances tutrices.

Les paysans ne cessent de s'appauvrir davantage. Les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, toute une population assujettie. La détérioration de la situation sociopolitique et la dégradation des conditions de vie n'ont laissé d'autre choix que l'augmentation de la violence tout en favorisant une campagne de résistance exhortant à combattre ce système injuste.

L'attitude officielle du gouvernement pour autant est de plaire aux classes dirigeantes étrangères comme dans le cas de la République Dominicaine. Position de classe oblige, ce positionnement crée un climat de mécontentement au sein de la population compte tenu les tribulations de nos ressortissants de l'autre côté de la frontière plus précisément les pauvres travailleurs immigrés. Toutefois, ce comportement qui consiste à maintenir une position neutre, une allure de plus en plus ambigüe et compromettante, a soulevé et continue d'indigner les masses populaires en Haïti en solidarité avec leurs compatriotes maltraités. L'un des points forts de ce régime est d'escamoter le problème de fond. En effet, en dépit de bien des événements allant dans le même sens, ces valets gardent un silence honteux.

Face aux provocations et à toutes les manœuvres de ce pouvoir, ce qui est certain dans ce cas, si nous voulons réellement la liberté et l'indépendance, c'est toute cette oligarchie corrompue que nous devons combattre. Cette classe politico-économique, l'une des pièces maîtresses du capitalisme exploitant qu'on doit justement éliminer. En tant que peuple, d'un pays en voie de développement, mais aspirant à la prospérité, il serait utopique, suicidaire même de vouloir croire le contraire. On ne peut combattre et encore moins défaire la politique d'insécurité, si l'on refuse de rompre avec les bandits au sein du Conseil Présidentiel de Transition. Si la rupture avec ce gouvernement et sa politique n'est pas à l'ordre du jour, il faudra beaucoup de temps pour sortir là où nous en sommes.

Dans un pays fracturé, disloqué, profondément malade, victime de la politique d'une classe d'affairistes qui n'hésite devant aucune destruction, aucun démantèlement social pour satisfaire son appétit de profit, il faut se mettre debout et dire çà suffit.

À tous ceux qui veulent mettre un terme à la barbarie capitaliste, à ses interventions impérialistes et à ses oppressions, unissons-nous pour balayer ce système criminel désuet et pourri qui n'apporte du bonheur et de la prospérité seulement qu'à une poignée de profiteurs et de traites à la nation.

Nous accusons le Conseil Présidentiel de Transition et ses amis du gouvernement d'Alix Didier Fils-Aimé qui veulent démanteler jusqu'au bout le peuple haïtien. Nous accusons cette société capitaliste en décomposition qui, pour survivre, a besoin de nous réduire en esclavage ! Nous accusons les bras armés de ce régime illégitime et anticonstitutionnel, la police et les militaires qui sont deux instruments au service de la classe capitaliste pour défendre ses intérêts et la volonté des puissances étrangères.

Ce n'est pas avec Edgard Leblanc Fils, ni Leslie Voltaire et consorts que des solutions seront trouvées aux drames qui frappent le pays. Ce ne sont que des individus gagnés à la cause des oligarques locaux, de l'hégémonie et de la domination américaine. Ils sont prêts à se vendre, et naturellement à saboter et combattre tous ceux qui sont déterminés à lutter pour la libération nationale du pays. Ils sont des exécutants d'une stratégie bien conçue pour des expériences impérialistes. En somme des Conze d'un genre nouveau.

La manœuvre imposée par les puissances impérialistes se révèle impossible, elle ne fait que brouiller les cartes. L'exigence de la rupture avec le Conseil Présidentiel est au centre de toute réponse nationaliste à la situation. Car, aucune solution étrangère ne résoudra le problème.

La seule solution est que le prolétariat, en accord avec le lumpenprolétariat, forme un front commun uni et solidaire pour combattre et renverser les bourgeoisies antinationales, antipatriotiques, antipopulaires, en particulier, afin que le pays puisse se développer de manière libre et souveraine et cesser de faire des courbettes à l'impérialisme.

Nous nous adressons à vous toutes et à tous, prenons donc la parole ! Faites entendre votre voix ! Mobilisez-vous et dites non au chaos ! Organisons-nous contre cette situation chaotique que connaît le pays et contre ce gouvernement, afin de mettre un terme à la barbarie capitaliste et transformer nos conditions d'existence.

Que la lutte populaire se développe et s'amplifie pour qu'enfin se concrétise la prise de conscience nationale visant à un changement en profondeur des structures néocoloniales. Que tout soit mis en œuvre pour faire triompher la juste cause du peuple haïtien aux fins de la liquidation de l'indignité, de l'irresponsabilité et de la décomposition sociale et politique de l'appareil d'État haïtien. Que le peuple prenne lui-même le pouvoir !

Dilatoires judiciaires pour faire passer le temps !



De gauche à droite Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles



Le juge d'instruction Benjamin Félismé

Par Isabelle L. Papillon

Au début du scandale de corruption des conseillers présidentiels à la Banque Nationale de Crédit, la levée de boucliers avait en effet demandé de les mettre de côté puisqu'ils ne devaient pas à ce niveau-là être suspectés voire soupçonnés d'aucune malversation.

Le président du Conseil de la présidence d'alors Edgard Leblanc Fils ainsi que son successeur Leslie Voltaire avaient fait savoir qu'ils attendaient la réponse du rapport d'enquête de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) à ce sujet.

Bien le rapport de l'ULCC ait en effet paru accusant sans aucun doute que les trois membres étaient bel et bien impliqués dans le scandale de corruption, cependant le Conseil présidentiel de transition avait pris toutes les précautions du monde pour ne limoger aucun de ses membres. Jouant sur la présomption d'innocence, ils sont restés unis dans la corruption pour que l'un protège l'autre. On pourrait même dire que toucher à l'un c'est toucher à tous les autres.

En effet, il leur était reproché d'avoir exigé du président du conseil d'administration de la BNC Pascal Raoul Pierre-Louis, la somme de 100 millions de gourdes en échange de son maintien à son poste. Une proposition indécente de ce genre, s'ils ont eu l'audace de la faire, c'est qu'ils savent que c'est quelque chose de courant dans le pays et qu'ils pourraient réparer les dommages. Sinon, ils ne prendraient pas ce grand risque.

Est-ce pour la galerie, sans doute, pour cacher la réalité ou au moins d'utiliser la justice pour blanchir les coupables que des convocations ont été émises contre les trois concernés Emmanuel Vertilaire, Louis Gérald Gilles et Smith Augustin sans toutefois les démettre de leurs fonctions de Conseillers Présidentiels pour mieux faciliter la tâche du juge d'instruction de la juridiction de Port-au-Prince, Benjamin Félismé. Convoquer les conseillers sans les écarter de leurs postes est un mauvais signal qui peut conduire à n'importe quel marchandage sinon à un scandale beaucoup plus grave entravant la justice. De plus, l'institution de la présidence haïtienne a perdu toute sa valeur éthique et cela n'a concerné aucun d'entre eux, car ils nagent tous dans la même puanteur.

On sait très bien comment se comporte la justice dans le pays. Un conseiller présidentiel, même s'il est coupable, ne recevra pas la peine maximale comme un citoyen ordinaire. D'autant plus que la justice haïtienne ne se vend qu'au plus offrant.

Nul ne sait quel genre de complot a déjà été concocté par ces mercenaires qui qualifient l'accusation portée contre eux de « complot politique » et continuent sans vergogne de clamer leur innocence. Il se peut que ce soit un faux jugement pour les innocenter plutôt que les condamner que nous sommes en train de bâtir. Il se peut que ce soit un film ou un montage théâtral que l'on nous fera vivre sur grand écran pour bafouer come toujours la population. La convocation du conseiller Louis Gérald Gilles qui devra comparaître le lundi 9 décembre 2024 et le lendemain, mardi 10 décembre, le tour de son collègue-conseiller Emmanuel Vertilaire, tandis que Smith Augustin ainsi que son ami Lornick Léandre, comparaîtront le mercredi 11 décembre 2024, ce pourrait bien des épisodes orchestrées et programmées à n'en plus finir.

Bien que le juge d'instruction ait également convoqué l'ancien président du conseil d'administration de la BNC, Pascal Raoul Pierre-Louis, tout cela pourrait n'être qu'une façade pour décorer la scène afin de classer ce dossier sans suite.



Raoul Pascal Pierre-Louis

Nous sommes en Haïti, un pays où les corrupteurs et les corrompus sans foi ni loi dirigent les trois pouvoirs de l'Etat. Cette affaire pourrait rester indéfiniment dans les manœuvres dilatoires de la justice jusqu'à ce qu'elle soit oubliée, comme nous avons probablement oublié ce slogan très populaire à une certaine époque : où est passé l'argent de PetroCaribe ?

Une justice à deux vitesses !



Non à une justice à deux vitesses ni à deux catégories de citoyen dans le pays !

Par Kervens Louissaint

La justice utilisée pour étouffer les voix dissidentes et protéger les intérêts d'une élite corrompue

On m'accuse d'"incitation à la violence" et d'être "membre d'une association de malfaiteurs". Ces accusations sont-elles basées sur des preuves tangibles et concrètes? Où sont les documents? Les faits? Quel tribunal indépendant pourrait valider de telles accusations?

En Haïti, la justice n'est pas un organe de régulation. C'est l'arme des puissants, un scalpel tranchant utilisé pour étouffer les voix dissidentes et protéger les intérêts d'une élite corrompue.

Quand un citoyen dénonce ou pointe du doigt les abus du système, la machine judiciaire se met soudain en branle. En moins de 24 heures, il est qualifié de "membre d'une association de malfaiteurs" ou d'"incitateur à la violence."

N'est-ce pas une justice à deux vitesses ? La lenteur pour les vrais coupables, la rapidité pour les voix qui dérangent. Où est l'égalité devant la loi?

Le véritable crime ici n'est pas celui dont ils m'accusent. Le crime est leur capacité à mentir sur les autres, à révéler leur incompétence et à participer directement à l'effondrement de l'État.

Les médias sont l'équivalent d'un laboratoire de désinformation. Ce sont des marionnettes aux mains d'une élite corrompue. Ils contrôlent le récit, déforment les faits et utilisent leur plateforme pour diviser le peuple. Ils ne racontent pas des faits, mais des fables. Leur narratif est dicté par ceux qui les financent. Quand un massacre a lieu dans un quartier populaire, ils parlent d'un "affrontement entre gangs". Mais quand des millions disparaissent des caisses de l'État, le silence est assourdissant. Dans leurs reportages, les quartiers marginalisés deviennent des foyers de « gangsters » et quiconque vit dans ces zones devient un suspect par défaut.

Ces populations marginalisées sont celles qui, si elles s'unissent et s'éveillent, peuvent faire tomber le système. Être né à Bel-Air, à Martissant ou à Cité Soleil suffit pour devenir coupable aux yeux de l'élite corrompue. Cette stigmatisation géographique est un outil de contrôle social. Une mère qui prépare un repas dans un quartier pauvre est, pour eux, une "complice de gangs". Un adolescent qui joue au football sur un terrain poussiéreux devient une cible potentielle. Mais ces enfants, ces mères, ces ouvriers sont la colonne vertébrale de cette nation.

L'État répond aux revendications légitimes par la brutalité. Ce n'est pas une politique de sécurité, c'est une guerre sociale. Chaque balle tirée dans un quartier pauvre est une déclaration de guerre contre le peuple. La riposte des opprimés, souvent désespérée, est immédiatement criminalisée. Brûler un pneu pour protester est qualifié de "terrorisme". Mais détourner des fonds publics, qu'est-ce alors ?

Cette manipulation s'inscrit dans un plan clair : justifier la violence répressive de l'État contre les pauvres.

* **Terminologie ciblée :** Le mot "gang" est utilisé comme une arme pour justifier des massacres, des descentes policières brutales, et des assassinats sans procès. Le mot "gang" est utilisé non pas pour désigner des organisations criminelles, mais pour diaboliser des populations entières. Une mère de famille à Cité Soleil, un étudiant à Martissant, ou un ouvrier à Bel-Air deviennent tous "gangs" par association géographique. Pourtant, les vrais criminels sont dans des bureaux climatisés — DCPJ, Primature, et Palais National, signant des contrats d'exploitation minière ou détournant des fonds publics.

* **Effet voulu :** Créer une peur collective qui empêche le peuple de s'unir contre leurs véritables oppresseurs : ceux qui détournent des millions, ceux qui signent des contrats destructeurs, et ceux qui accumulent des privilèges sur le dos des masses.

Quand on contrôle l'information, on contrôle les esprits. Mais le peuple doit comprendre que derrière chaque reportage biaisé se cache une volonté de les maintenir divisés et impuissants.

Ils m'accusent. Ils me pointent du doigt. Ils tentent de salir mon nom. Mais pourquoi?

Parce que je représente une menace. Pas pour le peuple, mais pour leur système. Le simple fait qu'ils utilisent la justice comme un instrument de répression montre qu'ils n'ont plus d'arguments pour défendre leur corruption. Pourquoi une accusation sans preuves?

Parce que des preuves n'existent pas. Ce qu'ils me reprochent, c'est ma voix, ma capacité à dénoncer. Ils savent que la vérité que je porte est contagieuse, qu'elle peut ouvrir les yeux des masses.

Pourquoi cibler les dénonciateurs? Parce que chaque dénonciation est une brèche dans leur façade. Leurs tentatives de répression sont un signal de panique. Un système qui accuse sans preuves est un système en faillite morale. Et un système en faillite morale est condamné.

Je refuse de me taire. Je refuse de détourner le regard pendant que mes compatriotes meurent sous les balles d'un système oppresseur. Je continuerai à dévoiler cette vérité dérangeante : en Haïti, ce ne sont pas les "gangs" qui contrôlent le pays, mais bien une poignée de corrompus au sommet.

En m'accusant faussement, ils cherchent à détourner l'attention des vraies questions :

* Pourquoi les accusations contre les élites ne mènent-elles jamais à des procès?

* Pourquoi les quartiers pauvres sont-ils ciblés, et non les salons dorés où se prennent les décisions criminelles?

* Pourquoi les habitants de Cité Soleil, de Martissant ou de Bel-Air sont-ils automatiquement étiquetés comme des "bandits"?

Parce qu'ils vivent dans des zones que l'État a abandonnées depuis des décennies. Les écoles y sont des ruines. Les hôpitaux sont inexistants. Les rues sont des labyrinthes de désespoir. Pourtant, ces mêmes zones deviennent soudainement visibles pour l'État, mais seulement lorsqu'il s'agit d'y envoyer des chars et des fusils.

Nous ne sommes plus dans un simple diagnostic. Ce pays est un patient en phase terminale, rongé par une pathologie systémique où la corruption, l'impunité et la violence institutionnelle agissent comme un cancer généralisé. Ce cancer a des métastases bien visibles : une justice sélective, des élites arrogantes et "quasiment intouchables", et un peuple manipulé jusqu'à la moelle. Aujourd'hui, je suis devenu un symptôme gênant pour le système, un miroir brutal qui reflète sa déchéance. Alors, ils m'attaquent. Mais leur attaque est leur confession.

Imaginez une fresque. Une immense fresque peinte avec le sang, la sueur et les larmes des Haïtiens marginalisés, dont les vies sont constamment écrasées sous le poids d'une violence à trois visages. Ces visages—institutionnelle, révolutionnaire, et répressive—sont les piliers d'une machine oppressante, huilée par la corruption, l'injustice, et la manipulation des masses. Et aujourd'hui, cette machine tente de me broyer, de salir mon nom et de museler ma voix, tout comme elle le fait avec des milliers d'autres.

La violence institutionnelle est un venin lent qui s'infiltre dans chaque aspect de notre société. Elle est là, invisible mais omniprésente, dans les politiques qui marginalisent les quartiers pauvres, dans l'absence d'opportunités économiques, dans les systèmes de justice qui servent les élites et condamnent les masses. Elle se manifeste quand le gouvernement et les institutions ferment les yeux sur les inégalités criantes, laissant les bidonvilles suffoquer sans éducation, sans emplois, sans infrastructures. L'éducation inaccessible, les soins de santé inexistants, la pauvreté imposée. Un enfant qui ne peut aller à l'école devient un adulte sans opportunités, coincé dans un système qui le condamne avant même qu'il ne commence à vivre. C'est cette violence institutionnelle qui crée les conditions propices (la pauvreté et la misère) à la révolution.

Lorsque la violence institutionnelle atteint son paroxysme, elle engendre une réponse. Les révolutions ne naissent pas de l'air, elles sont le cri d'un peuple qui n'a plus rien à perdre. Pourtant, ce cri est systématiquement étouffé, qualifié de "violence", tandis que les véritables oppresseurs continuent de prospérer. Et moi, parce que je dénonce cette réalité — La réponse du peuple à cette misère, qualifiée à tort de "violence", on cherche à me faire taire, à me transformer en bouc émissaire.

Enfin, vient la violence répressive : l'arme des oppresseurs pour maintenir leur pouvoir. La force brutale utilisée par l'État pour écraser le peuple opprimé. Lorsque vous élevez la voix contre l'injustice, ils vous étiquettent, vous réduisent, vous diabolisent. Pour eux, dénoncer les inégalités, c'est devenir un "criminel". Mais cette répression ne fait que confirmer la profondeur de leur peur et de leur culpabilité. Plus ils vous calomnient, plus ils prouvent la justesse de votre combat.

Ces trois violences sont les faces d'une même médaille : celle d'un pouvoir corrompu qui survit en opposant le peuple à lui-même.

Haïti est un tableau déchirant où l'injustice est peinte en traits gras. Mais ce tableau peut changer. Il suffit que nous, le peuple, arrêtions de croire aveuglément les récits imposés par les puissants. Que nous demandions des comptes. Que nous dénoncions les incohérences. Que nous voyions au-delà des mots comme "bandits" ou "violence". Car ces mots sont des masques, destinés à dissimuler les véritables visages de l'oppression.

Quand ils m'accusent, ils ne me détruisent pas ; ils renforcent mon point. Ils prouvent que le système est tout ce que je dis qu'il est : corrompu, manipulateur, et oppresseur. Haïti n'a pas besoin d'un autre bouc émissaire ; elle a besoin de vérité. Et si je dois être une cicatrice sur le visage de ce système, alors que cette cicatrice devienne un rappel permanent de sa déchéance.

Leur arme la plus efficace n'est ni la loi, ni les institutions qu'ils manipulent, mais la peur qu'ils distillent. Ils veulent nous faire croire que parler, dénoncer, s'indigner, c'est dangereux. Ils veulent transformer chaque citoyen en spectateur passif, paralysé par la crainte d'être la prochaine cible.

Mais cette peur est un mirage. Elle ne résiste pas à la lumière de la vérité. Chaque accusation portée contre moi est un cri de panique. Ces accusations révèlent leur incapacité à contrôler une voix qui refuse de se taire. Si l'on m'accuse, où sont les preuves? Et si eux sont accusés, pourquoi leur impunité?

Le paradoxe de leur répression : Plus ils m'accusent, plus ils attirent l'attention sur les injustices que je dénonce. Leur stratégie, censée me réduire au silence, amplifie ma voix. Leur arme la plus puissante est notre silence. Chaque fois que nous parlons, nous brisons leur contrôle.

La fabrication de "criminels" : Lorsqu'un système corrompu manque d'ennemis réels, il en crée. Ils réécrivent les faits, tordent les mots, manipulent les récits pour transformer les défenseurs du peuple en menaces pour l'État. La force du peuple réside dans son unité. Ils veulent nous diviser ; nous devons nous rassembler. Déconstruire les mensonges médiatiques et exposer les vérités qu'ils cachent.

Solutions pratiques

1. Éduquer le peuple : Toute accusation sans fondement est une violation flagrante des droits humains. Créer des plateformes pour démystifier et déconstruire les fausses informations propagées par les médias corrompus qui divisent et éduquer les masses sur la véritable source de leurs souffrances.

2. Documenter les injustices : Collecter des preuves tangibles, des témoignages, et des abus du système pour les confronter publiquement.

3. Exiger la transparence : Pointer du doigt chaque cas où les élites échappent à la loi. Les élites ne doivent plus être à l'abri de la loi. Les accusations doivent être fondées sur des faits vérifiables.

Haïti, il est temps de réveiller ta conscience. Leurs attaques contre moi ne sont qu'une partie d'un plan plus vaste : maintenir les masses dans un état de soumission. Ces quartiers marginalisés, qualifiés de "fiefs des gangs", ne sont pas des zones criminelles ; ce sont des communautés asphyxiées par des décennies de négligence et d'exploitation. L'injustice que je subis n'est qu'une goutte dans l'océan de misère qui engloutit ce pays. Mais ensemble, nous pouvons transformer cet océan en un raz-de-marée de changement.

Je ne suis pas un criminel. Je suis un miroir. Et ce qu'ils voient dans ce miroir les terrifie : la vérité.

Des anti-lavalas dénoncent la présidence du CPT



Mathew Muller, porte-parole du Département d'État Américain



Leslie Voltaire en compagnie du ministre des Travaux Publics, transport et communication Raphael Hosty à l'Office national de l'aviation civile en Hayti (l'OFNAC)

Par Henriot Dorcent

Les sorties abracadabrantes dans la presse de Stanley Lucas, de Rosemond Jean et de Pierre Espérance contre la nouvelle présidence de souche Lavalas du Conseil Présidentiel de la Transition (CPT) et particulièrement contre la personne de Jean Bertrand Aristide n'est pas désintéressée ni gratuite mais sont un signe de déstabilisation orchestrée par ces récalcitrants anti-lavalas pour combattre la transition installée en Mars/Avril dernier conformément aux dictats du Secrétaire d'État Américain Anthony Blinken à travers les fantoches de la CARICOM.

En effet, il n'y a aucune différence entre les 7 ou 9 membres du Conseil présidentiel de transition, tous fonctionnent pour la même cause, faire en sorte que le pays continue de sombrer aux enfers. Cette alliance contre nature de tous les secteurs de la classe politique haïtienne n'est guère pour le meilleur mais pour empirer davantage les conditions précaires du pays. Tous les crabes dans un seul panier pour faciliter le développement des luttes intestines entre les différentes tendances de ces serviteurs de la cause impérialiste. Ces esclaves de salon pour mieux se positionner créent toutes sortes d'intrigues de manière à ce que l'un ou l'autre attire le plus d'attention du maitre colon.

Devant l'escalade de la situation sécuritaire de la zone métropolitaine, et les déplacements forcés de la population dans des camps de fortune, le menu de la déstabilisation avec la complicité du gouvernement est sur la table politique. Le CPT n'a pas caché, il utilise ouvertement le moment opportun pour bien étaler sa mission au service de l'impérialisme occidental. Un exemple flagrant est la démarche opportuniste, réactionnaire, programmée et téléguidée de William Pape à la réunion spéciale du Conseil de sécurité des Nations unies O.N.U le 20 novembre dernier. Pareille démarche est toujours activée en temps voulu pour faciliter une intervention étrangère ou pour réclamer le renouvellement d'une force d'occupation militaire.



Le représentant permanent d'Hayti à l'Organisation des États Américains, Gandy Thomas avec le secrétaire Exécutif du Comité Interaméricain contre le Terrorisme (CICTE), Mme Alison August Trepel

C'est dans ce conteste que nous pouvons voir à l'heure actuelle, le secteur macoute et les oligarques de la contre bande et du trafic des stupéfiants et des organes humains se révolter contre la tendance lavalassienne de cette nouvelle présidence de la transition. Le Département d'État Américain avec la nouvelle sortie de leur porte-parole Mathew Muller, qui tout en prenant acte de la révocation de leur poulain Garry Conille et de la nomination d'un autre du même acabit Alix Didier Fils-aimé, a tout bonnement mis l'accent sur la nécessité de crédibiliser le processus transitionnel : *« Les États-Unis se réjouissent de collaborer avec le nouveau Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et le CPT pour faire avancer les priorités urgentes dans les mois à venir. Les États-Unis remercient également l'ancien Premier ministre Conille pour ses services distingués rendus à son pays »*, lisait-on dans ce communiqué de presse.

Les États-Unis disaient saluer « *l'engagement du CPT et du nouveau Premier ministre à publier un plan d'action conjoint qui expose leur vision pour améliorer la sécurité et la gouvernance, et pour établir une voie vers des élections libres et équitables* ».

« Les États-Unis estiment qu'il est essentiel qu'ils définissent clairement les rôles et responsabilités du CPT par rapport au Premier ministre, en incluant des mesures pour assurer la responsabilité mutuelle, tout en évitant de nouveaux blocages », avaient suggéré le gouvernement américain.

Les USA croyaient qu' *« il est impératif de promouvoir la responsabilité au sein du CPT afin de « maintenir sa crédibilité auprès du peuple haïtien et de la communauté internationale ». « Les besoins urgents et immédiats du peuple haïtien imposent que le gouvernement de transition privilégie la gouvernance plutôt que les intérêts personnels concurrents des acteurs politiques »*, avait conclu Matthew Miller.

Jouant comme d'habitude sur deux tableaux à la fois, l'impérialisme promoteur de la déstabilisation à outrance du pays, craint également que les démarches des représentants du Conseil présidentiel de la transition et celles du Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé ne peuvent stabiliser le CPT. Ces démarches diplomatiques et politiques ne suffisent pas pour stabiliser la transition. Ce ne sont que des mascarades démagogiques.

Les interventions musclées de la police Nationale d'Hayti à certains endroits, les territoires perdus sont en nette augmentation.

La visite du président du Conseil présidentiel Leslie Voltaire en compagnie du ministre des Travaux Publics, transport et communication Raphael Hosty à l'Office national de l'aviation civile en Hayti, à l'autorité Aéroportuaire nationale ne suffit pas pour la réouverture de l'aéroport de Maïs-gâté à Port-au-Prince, les tracasseries pour voyager aux USA et au Canada profitent seulement à Sunrise Airlines qui assure le trajet Cap Haytien-Florida.

L'entrevue du représentant permanent d'Hayti à l'Organisation des États Américains, Gandy Thomas avec le secrétaire Exécutif du Comité Interaméricain contre le Terrorisme (CICTE), Mme Alison August Trepel, le 26 novembre 2024 est insignifiante, car il n'y a aucun groupe en Hayti qualifié de terroriste par l'OEA, ni l'ONU et ni le Département d'État Américain.

La rencontre du ministre de la Défense Nationale Jean Michel Moise avec l'Ambassadeur de Taiwan en Hayti, Guillaume Cheng Hao Hu le 27 novembre 2024 autour de la modernisation des Forces Armées pour le renforcement de la sécurité nationale ne sera pas suivie. C'est une perte de temps, d'ailleurs seuls 12 pays sur la planète ont des relations diplomatiques avec Taiwan, une province rebelle de la Chine populaire.

La rencontre entre le ministre des Affaires étrangères Jean Victor Harvel Jean Baptiste avec l'Ambassadeur Américain en Hayti Dennis B. Hankins le 29 novembre 2024 sur la situation sécuritaire et les élections générales en 2025 est pour amadouer les naïfs, dans la mesure que, les ordres du Département d'État aux membres du Conseil présidentiel de la transition sont de pérenniser la domination néocolonialiste et impérialiste sur Hayti.

Que des anti-lavalas dénoncent le nouveau coordonateur du Conseil Présidentiel Leslie Voltaire qui à la fin de ces 6 mois sera sans doute remplacé par Fritz Alphonse Jean, ce serait toujours la même politique pro impérialiste qui continue sa course dans le cadre de la Global Fragility Act of 2019 du gouvernement Américain. Seule la mobilisation populaire des masses défavorisées, organisées et conscientisées peut faire échouer les plans machiavéliques d'occupation des puissances impérialistes de l'Occident. Seul le peuple uni en un seul homme, une seule femme peut mettre un terme à la répression sauvage des néo-macoutes de la classe politique, de l'exploitation bourgeoise et la domination politique et économique occidentale.

Progressistes de tous les pays, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Hayti.

Liberté ou La Mort!
La Patrie ou La Mort!

Reyouvèti matènite Chansrèl la



Seremoni reyouvèti matènite Chansrèl la ak prezans minis sante a doktè Duckenson Lorthé Bléma

Lendi 2 desanm 2024, Doktè Duckenson Lorthé Bléma Minis Sante Piblik la te relouvri sant matènite Isaïe Jeanty ak Léon Audain, pi byen konnen sou non lopital Chansrèl, leta sankoutya a te kite fèmen depi prèske 9 mwa.

Nan diskou sikonstans li, Minis Bléma lanse yon apèl vibran pou konpreyansyon, kolaborasyon ak angajman tout moun, nan objektif pou batay pou sekirite ak sante popilasyon an. *« Avèk reyouvèti sa a, fanmi yo, sitou fanm ansent, yo pral kapab benefisye kèk sipò medikal desan. Sa a pral pèmèt yo akouche nan pi bon kondisyon posib epi yo pral gen yon enpak pozitif sou rediksyon nan konplikasyon perinatal ak rediksyon nan to mòtalite matènèl ak tibebe. »*

Sonje konsiltasyon prenatal yo esansyèl pou sante manman an ak tibebe a. Yo fè li posib pou kontwole devlopman ti bebe nan lavni epi asire manman an rete an sante pandan tout gwosès la. Yo fè li pi fasil pou detekte pwoblèm potansyèl byen bonè, tankou tansyon wo, dyabèt jestasyonèl oswa anomali ti bebe a, pou yo ka entèvni byen vit.

Konsiltasyon sa yo genyen tou yon wòl edikatif ak preparasyon pou fiti paran yo lè yo ba yo enfòmasyon esansyèl sou gwosès, akouchman ak swen yo dwe bay tibebe ki fèk fèt la pou diminye enkyetid ak pi byen prepare pou arive timoun nan.

Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon pale andaki pou moun pa konprann

Nan yon nòt pou laprès, Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon (KPT) a pibliye lendi 2 desanm 2024, li deplore ak kondane ak tout fòs li, ensidan kriminèl ki te fèt nan Delmas 33, jou ki te 11 novanm 2024 la. Jou sa a lapolis ak swadizan brigad otodefans pran yon anbilans Médecins Sans Frontières (MSF) ki t ap transpòte twa moun malad. Gang nan lapolis la ak swadizan gang otodefans yo touye 3 moun sa yo.

Se nan kontèks sa a KPT mande enstriman ki osèvis li yo pou yo respekte prensip imanitè yo, pa atake anbilans. Nan nòt la KPT a fè konnen « Yon anbilans, se yon espas lwa imanitè ak entènasyonal pwoteje ak sanktifye, li dwe rete envyolab».

KPT eksprime rekonesans li bay lapolis ak militè yo pou kouraj, devouman ak detèminasyon yo nan batay kont krim òganize nan peyi a. Men KPT a pa di yo : pou yo sispann fè kidnapin, sispann touye moun nan katye popilè yo sanrezon.

26 ayisyen anpwazonnen apre yo fin bwè yon ji

Se nan peyi Repiblik Dominiken kote travayè ayisyen deja ap pase yon tray, ensidan grav sa a rive. Kote dimanch premye desanm 2024 la, nan yon fèm nan Pedènal, yon anplwaye te prepare yon ji epi li sèvi travayè agrikòl yo nan yon veso ki sal, ki te gen pestisid.

Kèk minit apre yo fin bwè ji fwi sa a, tout moun yo tonbe ap vomi sanrete epi yo te gen vètij tou. Se patwon yo ki te kouri transpòte yo nan lopital Taywann nan Azua kote y ap pran trètman.

Dirijan nan Konsila yo nan Barawona te resi fè yon dilijans pote asistans yo bay sitwayen ayisyen sa yo.

États-Unis : certains immigrants haïtiens quittent Springfield, Ohio par peur d'être expulsés

Par Aporrea News

24 novembre 2024 – Springfield, Ohio – Ketlie Moise a fui les violences indescriptibles dans son pays natal, Haïti, dans l'espoir de trouver la paix et une partie du rêve américain, en s'installant à Springfield, Ohio, a rapporté CBS News.

« *Je reste ici* », a déclaré Moise à CBS News. « *J'ai deux boulots pour faire mon affaire. C'est pour ça que je ne retourne pas en Haïti.* »

Moise a économisé de l'argent pendant des années et a récemment ouvert un restaurant. Elle fait partie des milliers d'immigrants haïtiens qui construisent leur vie à Springfield et qui se retrouvent désormais dans la ligne de mire de la nouvelle administration Trump. Selon les estimations de la ville, environ 12 000 à 15 000 Haïtiens résident dans la région de Springfield.

C'est lors du débat entre le président élu Donald Trump et la vice-présidente Kamala Harris, le 10 septembre, que Springfield est apparue sur le devant de la scène, lorsque Trump a répété des affirmations fausses et démenties sur les immigrants haïtiens qui y vivaient. Les autorités locales ont déclaré qu'il n'existait aucun rapport crédible pour étayer de telles allégations.

Trump a fait de la question des expulsions massives un pilier important de sa campagne présidentielle. « *Nous allons avoir la plus grande expulsion de l'histoire de notre pays, et nous allons commencer par Springfield et Aurora* », a déclaré Trump aux journalistes le 13 septembre, faisant référence à Aurora, Colorado, une autre ville que Trump a tenté de mettre en avant. .

La semaine dernière, il a annoncé qu'il nommerait Tom Homan, qui a été directeur par intérim du service américain de l'immigration et des douanes au cours de son premier mandat, comme son soi-disant « tsar des frontières » pour superviser ce processus.

Moise, comme la plupart de ses compatriotes haïtiens de Springfield, est ici légalement grâce au statut de protection temporaire, auquel Trump a promis de mettre fin. Le programme TPS permet aux fonctionnaires fédéraux d'accorder des mesures d'expulsion et une autorisation de travail aux immigrants en provenance de pays en proie à des guerres, des catastrophes environnementales ou d'autres crises « extraordinaires ».

Moise dit qu'il connaît une dizaine d'amis et de voisins qui ont récemment quitté Springfield, ainsi que plusieurs employés du restaurant. Il a déclaré avoir également appris alors qu'il était à Springfield que sa mère avait été tuée par balle dans l'entreprise familiale en Haïti. « *J'ai peur parce que mon entreprise en Haïti a été bombardée et j'ai perdu ma mère* », a déclaré Moise à CBS News. « *Quelqu'un s'introduit dans l'entreprise, ils tirent sur ma mère avec une arme à feu, ils bombardent mon entreprise... S'ils me renvoient vers Haïti, surtout pour moi, je vais mourir, je vais être morte.* »

La propre fille de Moise fait partie de ceux qui ont quitté Springfield. Moise a déclaré que lorsque sa fille lui a dit qu'elle voulait partir, il a envisagé de la rejoindre. « *Oui, j'y pense toujours. Je ne sais pas où je vais aller, mais j'y pense toujours* », a déclaré Moise.

La foi alimente la motivation de Moise à rester à Springfield et à diriger son restaurant, alors que son entreprise et son avenir sont en jeu. « *Nous espérons que tout se passera comme prévu* », a-t-il déclaré. « *Dieu a un moyen de tout résoudre.* »

Aporrea News 24 novembre 2024



Ketlie Moise, propriétaire du restaurant Kèkèt Bongou



Le restaurant Kèkèt Bongou, propose de la nourriture haïtienne, à Springfield, en Ohio, aux États-Unis. Photo CLARA LOISEAU PARTAGE



Kèkèt Bongou Restaurant

Menaces « fascistes » en République dominicaine contre l'intellectuel argentin Lautaro Rivara



L'intellectuel argentin Lautaro Rivara défendant la cause haïtienne en République Dominicaine face à Víctor Gómez Casanova et Lisette Selman

Dans une liste en cours, qui comprend des organisations et des personnalités, des « menaces fascistes » sont dénoncées contre l'intellectuel argentin Lautero Rivara pour ses déclarations contre une campagne massive de haine et de déportations massives d'Haïtiens prétendument sans papiers et de Dominicains à la peau noire.

Le président dominicain Luis Abinader, qui a ordonné la fermeture de la frontière et le blocage du trafic terrestre, maritime et aérien avec Haïti, a ordonné qu'à partir du 1er octobre, au moins 10 000 Haïtiens soient expulsés chaque semaine.

Des organisations internationales et locales, ainsi que des défenseurs des droits humains, ont dénoncé les abus et crimes contre ces étrangers.

Après son arrestation dans des conditions sanitaires précaires le mercredi 3 juillet 2024 à Duarte (Saint Domingue), Sainte Mira Millien, une migrante haïtienne de 23 ans originaire du Saut-d'Eau (département du Plateau Central), est décédée le Jeudi 4 juillet 2024, dans un camion de la Direction générale des migrations de la République dominicaine (DGM), juste au moment où les autorités de la République dominicaine tentaient de l'expulser de Haina (Saint-Domingue) jusqu'à la frontière d'El Carrizal de Comendador (province d'Elías Piña) avec Belladère.

Parmi les critiques viscérales contre Lautaro Rivara figurent celles exprimées par Nilda Alaniz, Santiago Matías, Miralva Ruiz, Víctor Gómez Casanova, Graynmer Méndes et d'autres.

Fascisme

Nous soutenons la visite de l'intellectuel argentin Lautaro Rivara en République Dominicaine, affirme le communiqué déjà signé par plusieurs personnalités et organisations. « *M. Rivara est un célèbre communicateur, sociologue et docteur en histoire, venu dans le pays invité par l'Université autonome de Saint-Domingue -UASD- pour donner une conférence, en plus de rencontrer des organisations populaires qui sont en droit constitutionnel de le recevoir dans notre nation libre.* »

Selon le texte, le Dr Rivara, en tant qu'analyste international, a été invité par certains médias nationaux pour discuter de questions internationales, où, parce qu'il est un chercheur de cette réalité, s'est posée la question de l'immigration haïtienne en République Dominicaine.

De même, en tant que journaliste, il a couvert des sources sur la façon dont la communauté haïtienne et dominicaine-haïtienne vit la situation actuelle. Les promoteurs de la signature de la déclaration soutiennent que la République Dominicaine vit en démocratie et non dans une dictature comme celle de Trujillo. « *Conformément à l'État des droits de notre pays, les droits de l'homme et le droit à la libre opinion et au transit doivent toujours être garantis. C'est pourquoi nous condamnons fermement les menaces que des groupes fascistes reconnus et intolérants lancent contre la sécurité physique de cet ami et prestigieux intellectuel argentin* », indique le communiqué.

De même, le document souligne que Rivara « *est notre ami et sa visite en République Dominicaine sera toujours agréable* ».

Laissons Abinader veiller

Nous espérons que le gouvernement du président Luis Abinader Corona surveillera de près les actions des groupes fascistes qui menacent notre ami à travers les réseaux sociaux et prendra les mesures nécessaires pour garantir son intégrité physique et morale, souligne le document.

Parmi les organisations qui signent la déclaration figurent Acción Afro-Dominicana / Solidaridad Dominicana con Haití / Agenda Solidaridad-RD y Fuerza de la Revolución -FR-.

Également, CLOC/VC / Articulación Nacional Campesina / ALBA Movimientos, Campaña de solidaridad con Cuba / Asamblea de los Pueblos del Caribe, capítulo Dominicano / MCCU / Movimiento Caamañista -MC- y Departamento Internacional del Movimiento Popular Dominicano, marxista-leninista -MPD-

Résumé latino-américain, 1er décembre 2024

Garry Conille, les raisons de son limogeage !



Le président brésilien Lula da Silva et Garry Conille

Par Catherine Charlemagne

(Deuxième partie)

Nous sommes le lundi 23 septembre 2024. Au numéro 747, 3e avenue à New-York City, une scène invraisemblable et grotesque est en train de se jouer. En marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies qui se déroulait tranquillement au bord de l'East River, à Manhattan, de nombreuses rencontres bilatérales avaient aussi eu lieu un peu partout dans la ville. La Délégation haïtienne ne faisait pas exception. Elle participait à différents niveaux à des rencontres relatives à ses besoins surtout dans cette conjoncture où tout part à vau-l'eau en Haïti. Ainsi, tout un ensemble de rencontres était prévu pour les autorités haïtiennes. Sauf que, dans la guéguerre entre la Primature et la présidence haïtienne, forcément les choses allaient mal se passer entre Garry Conille et le CPT. Alors que, selon Leslie Voltaire, membre du CPT, un rendez-vous avec le Président brésilien Lula Da Silva avait été sollicité auprès de la Représentation du Brésil à New-York par l'ambassadeur d'Haïti à l'ONU.

Problème! Finalement, le jour de la rencontre, c'est le Premier ministre Garry Conille qui est arrivé le premier sans avertir Leslie Voltaire. Depuis au moins une quinzaine de minutes, l'entretien avait commencé quand soudain arrive le Conseiller Présidentiel en compagnie du Directeur de cabinet du CPT, Harvel Jean-Baptiste, qui décline son identité et avertit qu'il était attendu par le Président brésilien. Refus catégorique du Service de sécurité de les laisser entrer expliquant que la Délégation d'Haïti est déjà en réunion avec le chef de l'État. Oui, mais, répond Leslie Voltaire, c'est moi le Président, l'autre est le chef du gouvernement, et patati et patata. Par conscience professionnelle, un agent de sécurité a été dépêché auprès de son chef hiérarchique pour vérifier si la délégation haïtienne attendait un autre membre. Négatif répondent les responsables.

En désespoir de cause, le service de sécurité consulte *Google* pour avoir le cœur net et prouver à Leslie Voltaire qu'il n'y est pour rien s'il ne veut pas qu'il rentre. Certes, il a constaté que Voltaire est bien un des 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition. Un résultat qui, au passage, a fait rigoler et a même provoqué un fou-rire chez tous les agents de sécurité de la Mission brésilienne. Mais mordicus! Les agents de sécurité ne cèdent pas et ce malgré l'intervention du Directeur de la TNH (Télévision Nationale d'Haïti), Gamal Augustin, volant au secours d'un Leslie Voltaire dépité qui a dû rebrousser chemin furieux, mais résigné. Devant le Service de protocole d'un État organisé, il ne pouvait rien faire. A ce moment, Leslie Voltaire se dit convaincu que Garry Conille ne joue pas franc jeu et qu'il mijote un plan dans sa tête. Après être rentré bredouille à son hôtel, le Conseiller Présidentiel laisse éclater sa colère et son indignation et surtout maugréant la honte qu'il a eue devant des agents de sécurité se moquant de lui comme s'il était un simple resquilleur qui voulait rentrer dans un dîner sans y être invité.

Le soir même, Leslie Voltaire a pris date en dénonçant « un coup d'État diplomatique » tout en justifiant sa présence devant la Délégation brésilienne et son forcing pour participer à la rencontre avec le Président Lula. *« L'ambassadeur d'Haïti à l'ONU a pris des rendez-vous pour la présidence avec le Président Lula. L'ambassadeur m'a montré une lettre mais la ministre des Affaires étrangères a instruit l'ambassadeur pour qu'il prenne des rendez-vous pour le Premier ministre avec le Président Lula. La diplomatie est un champ présidentiel. Ils sont en train d'orchestrer un coup d'Etat diplomatique. Le Premier ministre n'a pas à s'occuper de diplomatie. Des têtes vont tomber. Est-ce à la Primature ? Je ne sais pas. J'attends l'arrivée à New York du Président Leblanc pour qu'on en parle. Il sera là ce mardi 24 septembre »* annonçait un Leslie Voltaire on ne peut plus énervé et furieux. Cet incident ou cette humiliation marquera le début de la fin de la présence de Garry Conille à la tête du gouvernement. Le lendemain, le Président du CPT a fini par débarquer à New-York.



L'arrivée d'Edgard Leblanc Fils à New-York pour participer à la 79e session de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Il est accueilli comme le veut le protocole, par la cheffe de la Chancellerie Dominique Dupuy qui n'a rien laissé apparaître du conflit qui s'amplifie de plus en plus entre les trois parties : Primature, Chancellerie et Présidence. D'ailleurs, c'est le chef de la Délégation lui-même qui a annoncé son arrivée à New-York par un tweet « *Je viens d'arriver à l'aéroport international de JFK à New-York. J'ai été accueilli par la Chancelière haïtienne, Madame Dominique Dupuy, et le Représentant permanent d'Haïti à l'ONU, l'Ambassadeur Antonio Rodrigue* ». Comme prévu, le jeudi 26 septembre 2024, le Président du CPT devait intervenir devant la 79e Assemblée générale de l'ONU où il a fait une intervention qui a pratiquement fait l'unanimité en Haïti comme dans la diaspora. Paraît-il une allocution sans faute pour un Edgard Leblanc Fils que tout le monde trouvait trop consensuel durant sa présidence surtout face aux trois Conseillers-Président accusés de corruption par la BNC et envoyés devant la justice par l'ULCC pour leur implication présumée.

A l'issue de son discours remarqué à l'ONU et de son séjour aux USA, Edgard Leblanc Fils et le reste de la Délégation haïtienne étaient de retour en Haïti le dimanche 29 septembre 2024. Après ce retour à la réalité, tout le pays guettait la moindre prise de parole des uns et des autres des deux branches de l'Exécutif dont on sait qui ne s'aiment point et que le torchon brule depuis que Leblanc Fils a failli rester cloué en Haïti et que Leslie Voltaire s'était fait reconduire devant la Délégation brésilienne à New-York alors que Garry Conille était en tête à tête avec le Président du Brésil sans lever le petit doigt pour l'épargner d'une humiliation certaine. Après l'accueil de l'amabilité d'usage à l'aéroport Toussaint Louverture le dimanche 29, dès le lendemain, lundi 30 septembre, un Conseil des ministres avait été convoqué par la présidence pour éclaircir les zones d'ombre qui avaient plané sur la gouvernance d'Haïti avant et pendant la 79e Assemblée générale de l'ONU.

Lors de ce Conseil des ministres, la tension a été montée à son paroxysme entre les deux camps. D'emblée, les membres du Conseil Présidentiel de Transition ont demandé des explications au Premier ministre et à la ministre des Affaires Etrangères sur le cafouillage au sein de la gouvernance d'Haïti ayant eu lieu avant et pendant l'Assemblée générale et ont immédiatement formulé une requête pour faire entrer en Haïti les deux ambassadeurs accrédités auprès de l'ONU et à Washington pour explication. Ce à quoi le chef du gouvernement se serait opposé. Une attitude qui a provoqué de vifs échanges entre le CPT et le gouvernement. Selon des témoins, durant les débats, des noms d'oiseaux volaient très bas. Dans le journal *Le Nouvelliste*, une source proche de la Primature, a raconté comment était l'ambiance, lors de ce Conseil des ministres. « *Ils ont fait une communication spontanée sur le dossier de la 79e assemblée générale de l'ONU et annoncé la venue d'une correspondance sur la convocation de la ministre des Affaires étrangères et des ambassadeurs haïtiens à l'ONU et à Washington. Ensuite tout est parti en vrille.*

Des insultes ont été proférées à l'égard du Premier ministre et de la ministre des Affaires étrangères. C'était un triste jour pour le Conseil des ministres. Honteux. Toutes les demandes de rencontres bilatérales sollicitées pour Edgard Leblanc Fils sont restées sans confirmation de la part des responsables de pays et personnalités sollicités alors qu'à l'inverse le Premier ministre Garry Conille a reçu plusieurs demandes de rencontres bilatérales sans en avoir sollicité aucune. L'agenda d'Edgard Leblanc Fils et celui de Garry Conille ont été confirmés par le CPT. Il n'y avait qu'un seul agenda pour la délégation dont le chef est Edgard Leblanc Fils. Tout le monde était au courant des rencontres programmées pour la 79e assemblée générale de l'ONU ». En revanche, toujours selon une autre source, cette fois auprès du Conseil Présidentiel de Transition, sur le cafouillage « *Nous avons fait une communication sur cette situation. Nous allons convoquer la ministre des Affaires étrangères et nos ambassadeurs à l'ONU et à Washington. Ils doivent s'expliquer sur ce qui s'est passé dans la planification de la participation du CPT à l'Assemblée générale. C'est du « bluff » l'accueil de Garry Conille et des membres du gouvernement à Edgard Leblanc dimanche à l'aéroport.*

La ministre des Affaires étrangères, Dominique Dupuy, a préféré travailler pour la Primature au lieu de se mettre au service du CPT ». A partir de ce Conseil de ministre, la guerre était ouverte entre les deux camps et surtout entre Garry Conille et Leslie Voltaire qui allait succéder à Edgard Leblanc Fils dont le mandat était arrivé à échéance le 7 octobre 2024. Comment Voltaire a pu remplacer Leblanc Fils alors qu'il était prévu dans l'Accord du 3 avril que ce soit Smith Augustin qui deviendrait le deuxième Coordonnateur du CPT suivi de Leslie Voltaire et de Louis Gérard Gilles. C'est le scandale de corruption de la BNC qui a tout chamboulé. Les Conseillers Smith Augustin, Louis Gérard Gilles et Emmanuel Vertillaire, étant nommément accusés de corruption et envoyés devant la justice, ont dû renoncer à briguer la présidence. De fait, Smith Augustin a dû céder sa place à Leslie Voltaire et Louis Gérard Gilles à Fritz Alphonse Jean.

Voilà comment Garry Conille va se retrouver dans un duel à mort avec le représentant du parti Fanmi Lavalas, suite à ce qui était arrivé à New-York. Sans ce décryptage, on peut comprendre la chute inattendue du Premier ministre Garry Conille. Et plus loin, on verra que le locataire de la Primature n'a rien fait pour apaiser les tensions et son comportement allait amplifier le contentieux. Il faut dire que celui-ci comptait beaucoup sur cette affaire de corruption pour prendre le dessus dans son bras de fer avec le CPT. Rappelons que c'est lui qui avait renvoyé le dossier de la corruption à l'ULCC. En diligentant l'affaire à cet organisme anti-corruption, Garry Conille voulait casser les reins du CPT. Comment ? Tout simplement en provocant la démission des trois accusés. Mais voilà ! Malgré les critiques, le discrédit et le lâchage des trois accusés par leurs parties prenantes respectives, aucun des trois n'a voulu céder ou démissionner. Et, malheureusement, ce sont eux qui vont presque lui porter le coup de grâce ne l'ayant pas pardonné d'avoir diligenté le dossier de la BNC à l'ULCC qui, après enquête, les ont traînés devant un juge d'instruction.

En effet, sans l'aide de ces trois Conseillers Président qui ont apporté leur caution à l'opération, en signant la fameuse « Résolution », jamais Leslie Voltaire n'aurait réussi à se venger de l'humiliation subie à New-York qu'il estime montée par Garry Conille et exécutée par Dominique Dupuy. Maintenant, voyons la suite depuis ce fameux Conseil des ministres au cours duquel les membres du CPT avaient réclamé des explications au chef du gouvernement. Le lendemain, une correspondance avait été envoyée à la ministre des Affaires Etrangères en guise de convocation pour venir s'expliquer sur la confusion et le cafouillage ayant eu lieu à New-York. C'est Jean Harvel Victor Jean-Baptiste,



Garry Conille à l'Université Columbia à New York

Directeur du cabinet du Conseil Présidentiel de Transition, devenu chef de la diplomatie haïtienne en remplaçant Dominique Dupuy dans le gouvernement d'Alix Didier Fils-Aimé, qui s'en était chargé au nom du CPT. Dans son courrier, il dit que la présidence voulait « Clarifier les malentendus qui ont eu lieu autour de l'agenda de la délégation haïtienne à la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il vous est demandé d'amener avec vous les copies des correspondances relatives aux demandes de rencontres bilatérales sollicitées pour le CPT, ainsi que celles qui concernent la protection à accorder aux hautes personnalités de la délégation haïtienne », l'audience étant fixée pour le mercredi 2 octobre 2024. Sauf que, cette convocation n'a pas du tout plu au chef du gouvernement qui a mis son veto et a même souligné des vices de forme dans la décision et de fait, a demandé l'annulation de la convocation. A la place, Garry Conille répond au CPT en indiquant qu'« En effet, la convocation ne respecte pas les usages et procédures établis en matière de bonne gouvernance. D'une part, elle s'écarte des dispositions de la Constitution amendée de la République d'Haïti, en particulier les articles 156 et 159, qui stipulent que le Premier ministre est le Chef du gouvernement et détient, en collaboration

suite à la page(16)

One Cannot Assassinate Ideas or a Cause



Jimmy "Barbecue" Cherizier in Delmas 6 in February 2024

by Berthony Dupont

"Finally, the bandit has been killed!"

That was the headline of the newspaper *Le Nouvelliste* the day after the assassination, near Grande Rivière du Nord, of Charlemagne Péralte, the leader of the Caco guerrillas, on Nov. 1, 1919 by U.S. Marines Herman Hanneken and William Button during the first U.S. military occupation on Haiti from 1915-1934.

This murder did not prevent the fight against U.S. imperialist aggression in Haiti from continuing. Péralte's name went down in history as he became the emblematic figure symbolizing anti-imperialist struggle in Haiti.

So, let us not be surprised if a similar headline reappears in a certain media to the extent that it constitutes the dream so coveted by a large number of servants of neocolonial imperialism.

The current Transitional Presidential Council (TPC) is neither a regime of dialogue nor a democratic regime, as the capitalists claim to have established. This is an executive body that is pulling out all the stops, not to solve the problem of insecurity, violence, and work to get the country out of its current state, but to eliminate certain troublesome individuals, or at least one of the most publicized figures of the moment, the former police officer, leader of the *Viv Ansanm* (Living Together) movement, Jimmy Cherizier.

This would hardly be a surprise. It is very obvious that his assassination has long been planned, or at least dreamt of. This project was relaunched following the failure on Nov. 20 of Haitian authorities at the United Nations to transform the ongoing Multinational Security Support (MSS) mission in Haiti into a UN Peace Keeping Operation (PKO). The proposal came up against the orderly and organized position of Russia and the People's Republic of China, which both opposed it.

For the record, let us recall that the project to transform the MSS into a UN PKO is not an initiative of Haiti's puppet leaders. These lackeys have only cynically repeated like parrots what their master, U.S. Secretary of State Antony Blinken, had dictated to them publicly during his last lightning visit to Port-au-Prince.

This failure was combined with a spectacular interview which Cherizier gave on Nov. 12 on Radio Mega's program "*Boukante Lapawòl,*" hosted by Guerrier Henri, which flooded us with information, including the news that the TPC had sent emissaries, including the well-known activist Dickson Oreste, to negotiate with certain leaders of the neighborhood armed groups. Cherizier reported that he, along with two other armed group leaders, had conversations on Dickson's phone with TPC member Louis Gérald Gilles, the former neo-Lavalas senator who has since joined the PHTK camp.

Indeed, it might have seemed like this was fake news, fabricated from whole cloth, in order to damage the regime which seems opposed to any dialogue for fundamental change and to get the country out of the impasse in which it is cornered. But, once the news was publicized, the TPC panicked and tried to paralyze the country with cleverly orchestrated intrigues, while threatening anyone who had contact with its own emissaries.

Indeed, the worst thing happened when Dickson was assassinated on Mon., Nov. 18, 2024 in Delmas 48, very close to the Altagrace Catholic Church. Many wondered why was he shot? Many others also wondered: why did the TPC say nothing and not even demand an investigation into the suspicious shooting of its special envoy?

The capitalists always committ gross stupidities trying to defend themselves. Thus the TPC's first reaction was to move automatically to blind repression, ordering the closure of "*Boukante Lapawòl*" under the pretext that it was fueling hate speech peddled by the "bandits" and also by mounting a series of major military and police operations, with 14 tanks and two armored bulldozers, against the working-class neighborhood of Delmas 6 in an attempt to assassinate their main accuser, Jimmy Cherizier. Is the government really ready to gamble everything by playing this assassination card?

Of course, the oligarchy's rule, that is to say the capitalist system's survival, is always maintained through fierce, destructive repression, which also diverts attention and hides the truth, so that no insight is possible. We must continue to resist this government, these jackals clinging to power, who only reserve for us a future of misery.

We affirm: this corrupt bourgeois system that oppresses and exploits the underprivileged classes, our only way out of its grip is through its total destruction, to replace it with a dynamic, progressive state that rejects all foreign domination and allows the blossoming of a socialist revolution. A pretext is always found, use force to eliminate the symptom without really treating the disease. These reactionaries think that by resorting to terrible violence they can win the battle and continue to perpetuate this corrupt system. It is a miscalculation to think that this situation can be resolved by totalitarianism.

The political class and the bourgeoisie are mistaken, and their role is very clear. Far from being fighters for the people, they are patent agents of imperialism. They can kill or assassinate any fighter, but it will not get them anywhere, especially not to victory, since killing one or more leaders will not succeed in silencing their disciples, their companions, much less in killing the ideas and convictions that motivated them. So many leaders have been killed, but they have become martyrs, permanent symbols, more powerful dead than alive.



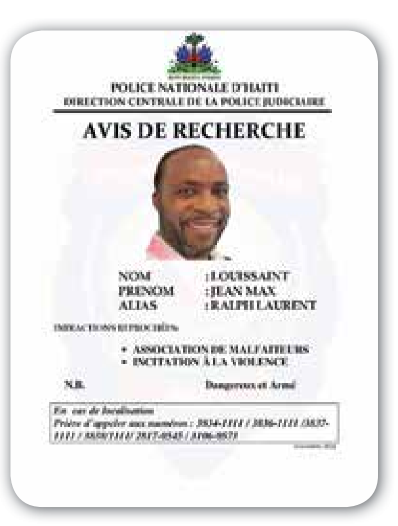
U.S. Marines killed the leader of the Cacos, Charlemagne Péralte, on Nov. 1, 1919 then displayed his body on a door

Whether an authentic leader is alive or dead, his ideals and the noble causes he defends or initiates will remain lit like a flame until the cauldron fueled by the people explodes once and for all.

As long as things remain unchanged, the page will not be turned. Ideas will be renewed among young fighters because they are immortal and, in a perspective of class struggle, these young people will become more seasoned fighters, more determined, profoundly more mature and truly more committed to the cause, their cause, the liberation of Haiti from the grip of this anti-patriotic political elite won over by and delivered to the Western imperialists.

Jimmy Cherizier marching with his armed soldiers in Delmas 6 in late June 2024

PNH Issues Arrest Warrants Against Three Haitian Expats for their Political Views



POLICE NATIONALE D'HAITI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE
AVIS DE RECHERCHE
NOM : LOUISSAINT
PRENOM : JEAN MAX
ALIAS : RALPH LAURENT
INFRACTIONS REPROCHÉES:
• ASSOCIATION DE MALFAITEURS
• INCITATION À LA VIOLENCE
N.B. Dangereux et Armé
En cas de localisation
Prière d'appeler aux numéros :

by Kim Ives

As we go to press on Dec. 3, the Haitian National Police (PNH) issued arrest warrants for three Haitians living in the U.S. and Canada for "criminal association" (*associations de malfaiteurs*), a classic tactic of political persecution used by dictatorships in Haiti for decades.

The three Haitians targeted are **Ralph Laurent** (Max Louissaint), a popular YouTuber whose channel "*Tele Live Tanbou Verite a*" (Truth Drum Live Television) has over 21,000 subscribers; **Kervens Louissaint**, who is a popular broadcaster of livestreams on X, Instagram, and TikTok; and **Beatha Prospère**, another social media broadcaster on TikTok and Instagram.

The crime of these three citizen journalists? Political support and sympathy for the national liberation struggle being led by Jimmy "Barbecue" Cherizier at the head of an alliance of neighborhood armed groups called "*Viv Ansanm*" (Live Together).

The U.S. State Department, their puppet Haitian government, the PNH, and the mainstream media characterize the *Viv Ansanm* simply as "gangs" to be eradicated. The Haitian government has stepped up its offensive against the armed insurgency, which calls for revolutionary change in Haiti while also petitioning for dialogue with the U.S.-appointed Haitian politicians nominally running the country.

In the past two months, three citizen journalists have participated in numerous TikTok livestreams hosted by Cherizier or Christ-Roy "Krisla" Chéry, another *Viv Ansanm* leader, during which they took positions defending popular uprising that *Viv Ansanm* has been leading. In the past week, TikTok has effectively shut down all the *Viv Ansanm*-related channels.

As for Laurent, Louissaint, and Prospère, a PNH video on its Facebook site claimed that "Interpol is looking for them" and called on Haitians to "be on the lookout for them."

The warrants also charge the three with "inciting violence" and being "armed and dangerous."

The charges are so patently absurd that several people contacted *Haïti Liberté* asking if the warrants were fake. Unfortunately, they are not.

Kervens Louissaint, for one, put out a long statement in French. It is applicable to all three victims of political persecution, intimidation, and threats.

"They accuse me. They point their finger at me. They try to sully my name. But why?" he wrote in part. "Because I represent a threat. Not to the people, but to their system. The simple fact that they use justice as an instrument of repression shows that they no longer have any arguments to defend their corruption. Why an accusation without evidence?

"Because evidence does



POLICE NATIONALE D'HAITI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE
AVIS DE RECHERCHE
NOM : LOUISSAINT
PRENOM : KERVENS
INFRACTIONS REPROCHÉES:
• ASSOCIATION DE MALFAITEURS
• INCITATION À LA VIOLENCE
N.B. Dangereux et Armé
En cas de localisation
Prière d'appeler aux numéros :

not exist. What they blame me for is my voice, my ability to denounce. They know that the truth I carry is contagious, that it can open the eyes of the masses.

"Why target whistleblowers?

"Because each denunciation is a breach in their facade. Their at-



POLICE NATIONALE D'HAITI
DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE
AVIS DE RECHERCHE
NOM : PROSPERE
PRENOM : BEATHA
INFRACTIONS REPROCHÉES:
• ASSOCIATION DE MALFAITEURS
• INCITATION À LA VIOLENCE
N.B. Dangereuse et Armée
En cas de localisation
Prière d'appeler aux numéros :

tempts at repression are a signal of panic. A system that accuses without evidence is a morally bankrupt system. And a morally bankrupt system is doomed.

"I refuse to remain silent. I refuse to look the other way while my compatriots die under the bullets of an oppressive system. I will continue to reveal this disturbing truth: in Haiti, it is not the "gangs" that control the country, but a handful of corrupt people at the top."

UNE DÉLÉGATION DE L'ALLIANC
CUBA POUR UN ÉCHANC



La délégation de l'Alliance des États du Sahel arrive à La Havane (Photo via Centre Thomas Sankara pour la libération et l'unité africaine)



Les délégués visitent la Maison de l'Afrique à La Havane (Photo via Centre Thomas Sankara pour la libération et l'unité africaine)

Par Inemesit Richardson*

Les visiteurs maliens, burkinabés et nigériens à Cuba ont ressenti une poussée encore plus forte pour lutter pour le socialisme après avoir vu les progrès de la révolution sœur de l'Afrique à Cuba

Du 8 au 15 novembre, douze personnes des pays du Sahel se sont rendues à Cuba pour rencontrer des Cubains qui portent le projet révolutionnaire et découvrir le modèle socialiste de Cuba et sa profonde amitié avec les peuples d'Afrique. La délégation a cherché à tirer les leçons de la révolution cubaine qui a duré des décennies pour aider à faire avancer les nouvelles révolutions en cours de construction au Sahel.

Il s'agissait de la première délégation d'Africains se rendant à Cuba en provenance de l'Alliance des États du Sahel (AES), une confédération anti-impérialiste panafricaine composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger. L'AES représente le nouveau bloc de résistance africain qui, au cours de l'année écoulée, a affronté de front le néocolonialisme français et américain en mettant fin aux occupations militaires et en nouant des liens avec les pays qui résistent à la domination de l'OTAN.

Les délégués venaient du Centre Thomas Sankara pour la libération et l'unité africaines (également connu sous le nom de Burkina Books) basé à Ouagadougou, au Burkina Faso, de l'Union des étudiants nigériens (USN) et de l'organisation malienne Quartier général de la révolution (QGR). Une fois à Cuba, la délégation a été chaleureusement accueillie par l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP).

Un peu d'Afrique à Cuba

« Je ne comprendrai jamais pourquoi nous, en Afrique, n'avons pas fait de la connexion avec les peuples latino-américains une priorité et pourquoi les dirigeants africains ne travaillent pas plus étroitement avec l'Amérique latine. L'Amérique latine est tellement africaine. » Ce sont les mots de Passamde 'Océan' Sawadogo, un artiste de reggae burkinabé et organisateur panafricain, qui, le dernier jour de la délégation, a écrit une chanson sur l'unité de l'Afrique et de l'Amérique latine.

De la Maison de l'Afrique à La Havane au Château de San Severino à Matanzas, la délégation a visité plusieurs musées cubains consacrés à la relation historique et contemporaine entre l'île des Caraïbes et le continent africain. Ils ont révélé la profonde influence des cultures africaines sur l'île de Cuba à travers la musique, la nourriture, les vêtements, la danse, la spiritualité et même la façon dont les gens se comprennent et se comprennent.

Les guides et directeurs de musée cubains ont expliqué que l'histoire africaine est profondément ancrée dans le système éducatif cubain et que les Cubains, malgré des couleurs de peau différentes, partagent une identité nationale liée à leur héritage africain.

Un peu de Cuba en Afrique

Tout au long de la délégation, les visiteurs du Sahel ont rencontré des personnes qui ont consacré une partie importante de leur vie à la lutte pour l'émancipation du continent africain, notamment des personnes qui ont contribué à la libération de l'Angola comme Rolando Julio Rensoli Medina, directeur de plusieurs programmes cubains de lutte contre le racisme, et Andrés L. Morejón Ballarte, l'un des directeurs de la division Afrique et Moyen-Orient de l'ICAP.

L'un des échanges qui a le plus marqué les visiteurs de l'AES a été la rencontre avec le Dr Aleida « Aleidita » Guevara, fille d'Ernesto Che Guevara, et le commandant Victor Dreke, qui fut un chef militaire au début des luttes de la révolution cubaine, ainsi qu'au Congo et en Guinée-Bissau.

Le Dr Guevara a parlé de sa relation avec Ernesto Che Guevara, qui n'était pas seulement un révolutionnaire dans son rôle en dehors du foyer, mais aussi un révolutionnaire dans sa vie personnelle en tant que père et mari. Guevara est un médecin qui a passé du temps en Angola et a parlé de certaines de ses expériences en Afrique. Elle a été claire sur le rôle que les femmes doivent jouer en première ligne de la révolution.

Le commandant Victor Dreke a parlé en détail de son expérience en tant que commandant en second après Ernesto Che Guevara dans les guerres de libération de la République démocratique du Congo. Dreke s'est présenté à la réunion avec deux anthologies en espagnol des discours de Thomas Sankara, qu'il a expliqué être un cadeau à sa femme Ana Dreke qui est sankariste. Il a également exprimé son soutien aux révolutions qui balayent la région du Sahel, ce qui a provoqué une salve d'applaudissements et d'acclamations de la délégation.

Victor Dreke, qui est également président de l'Association d'amitié Cuba-Afrique, a encouragé la délégation à visiter le parc des héros africains de La Havane, où ils se sont rendus après la réunion. Dans le parc, les enfants jouent au football et les familles se promènent dans un espace ouvert entouré de bustes des plus grands leaders révolutionnaires africains, d'Amilcar Cabral à Kwame Nkrumah en passant par Samora Machel. Pape Diallo, membre malien de la délégation, a été particulièrement ravi de voir le leader socialiste panafricain indépendantiste et premier président du Mali, Modibo Keita, honoré à La Havane à près de 8 000 kilomètres de son pays d'origine.

Révolutions au Sahel et révolution cubaine : un échange à double sens

Tout au long de l'histoire, les révolutions du continent africain ont été façonnées ou inspirées par Cuba de diverses manières. Cela est particulièrement évident au Burkina Faso, où le slogan national sous Thomas Sankara, réadopté aujourd'hui par le président Ibrahim Traoré, est « la patrie ou la mort, nous réussirons », une citation de Fidel Castro qui figure même dans l'hymne national du Burkina Faso. Mais au-delà du symbolisme, la révolution cubaine a façonné les contours et les structures de la révolution burkinabè.

Dans la ville de Santa Clara, la délégation de l'AES a rencontré des membres d'organisations de masse cubaines telles que l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), l'Union de la jeunesse communiste (UJC), la Fédération des femmes cubaines et les Comités de défense de la révolution (CDR).

La rencontre avec un représentant des CDR a particulièrement intéressé les voyageurs burkinabés, car sous la direction de Thomas Sankara, les CDR, calqués sur ceux de Cuba, ont été adoptés comme l'unité la plus fondamentale de la révolution au Burkina Faso. Aujourd'hui, au Burkina Faso, de nombreux membres des CDR de l'ère Sankara sont toujours là, et une nouvelle génération de militants connus sous le nom de Veille citoyenne de nuit ou Way-

CE DES ÉTATS DU SAHEL VISITE GE RÉVOLUTIONNAIRE !



Les délégués de l'Alliance des États du Sahel à Santa Clara au Mausolée de Che Guevara



Les délégués découvrent les organisations de masse cubaines, notamment les Comités de défense de la révolution (CDR).



Les délégués de l'Alliance des États du Sahel rencontrent le commandant Victor Dreke (Photo via Centre Thomas Sankara pour la libération et l'unité africaine)

iyans cherchent à s'inspirer de ce modèle historique.

Au cours de cet échange, de nombreux Cubains n'étaient pas seulement désireux de parler de leurs organisations de masse, ils avaient également de nombreuses questions à poser aux délégués sur l'histoire des CDR ainsi que sur les campagnes d'émancipation des femmes pendant l'ère Sankara de l'histoire du Burkina Faso. Cela a donné lieu à une conversation ouverte sur les similitudes et les particularités entre la révolution au Sahel et à Cuba, passées et présentes.

La révolution cubaine et l'avenir de l'Alliance des États du Sahel

« Après cette délégation, je suis convaincu de deux choses : rien n'est jamais parfait, tout est un processus et nous devrons toujours essayer de faire mieux, et le socialisme est la voie de l'humanité. » C'est ce qu'a déclaré Abdoul Salam Koussoubé, du Burkina Faso, qui a déclaré que la délégation lui avait complètement ouvert les yeux.

Il a poursuivi : « *Comme tant d'autres, j'ai toujours admiré Cuba en tant qu'État révolutionnaire, mais j'ai toujours imaginé que Cuba était extrêmement pauvre, avec des valeurs justes, mais peu de progrès matériels à montrer. Je ne peux pas croire à quel point je me trompais. Il faut que davantage de gens viennent à Cuba et voient les progrès de leurs propres yeux. Les gens doivent voir la vérité.* »

Pour de nombreux délégués, cette expérience à Cuba était la première fois qu'ils sortaient du continent africain. Toute la délégation s'est engagée à continuer de défendre haut et fort la révolution cubaine et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir des liens plus étroits entre l'Alliance des États du Sahel, le gouvernement et le peuple cubains.

La délégation de l'AES à Cuba s'est engagée à défendre Cuba contre le blocus américain et d'autres formes d'agression impérialiste, et à continuer d'apprendre et d'étudier l'exemple cubain afin de faire avancer la lutte au Sahel.

Thomas Sankara, Modibo Keïta et d'autres dirigeants du Sahel ont compris la nécessité de construire le socialisme comme élément fondamental de la lutte pour la libération nationale, la souveraineté et l'autodétermination. Les voyageurs maliens, burkinabés et nigériens à Cuba ressentent une poussée encore plus forte pour lutter pour le socialisme après avoir vu les progrès de la révolution sœur de l'Afrique à Cuba.

*Inemesit Richardson** est la présidente du Centre Thomas Sankara pour la libération et l'unité africaines (également connu sous le nom de Burkina Books), une bibliothèque socialiste panafricaine révolutionnaire et un centre d'éducation politique basé à Ouagadougou, au Burkina Faso. Elle est également membre cadre du Parti révolutionnaire du peuple panafricain et journaliste à African Stream.

Peoples Dispatch
3 Décembre 2024



Les 9 types de violence que les pays riches infligent au Sud global



Lors d'une manifestation pour Gaza à Mexico, on peut lire sur une pancarte : « Du Congo au Mexique, du Soudan à la Palestine, notre monde sera libre. » Photo de Tamara Pearson.

Par Tamara Pearson*

Les pays riches et impérialistes du Nord global commettent une longue liste de crimes contre les populations d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Des bombardements à la destruction de l'environnement, en passant par l'effacement médiatique, les puissantes entités économiques et politiques du Nord global génèrent et maintiennent intentionnellement des catastrophes, puis les normalisent. Mais aujourd'hui en particulier, ce qui était autrefois obscurci par un épais voile glouton de contes de fées hollywoodiens machistes et blancs et de récits arrogants et fragiles sur l'apport de la démocratie à un Sud global barbare, est maintenant plus difficile à nier avec le génocide à Gaza et le pillage continu de la planète.

Mon dernier roman, The Eyes of the Earth [Les Yeux de la Terre], décode les aspects plus humains et personnels de ce pillage, et révèle les personnes qui y résistent, de manière belle et magique. Ci-dessous, cependant, voici un aperçu des neuf principaux types de violence structurelle commis.

1) L'industrie de la mort
Le meurtre sans retenue à Gaza est à la fois un génocide intentionnel, une prise de terres et un projet lucratif pour l'industrie de l'armement. La société de défense israélienne Elbit Systems a annoncé des bénéfices plus élevés au deuxième trimestre en août et prévoit d'ouvrir une nouvelle usine de munitions dans le sud d'Israël, tandis qu'Israël a testé et utilisé de nouvelles armes dans ses guerres, puis a essayé de vendre cette technologie lors de diverses foires internationales d'armement. Les fabricants d'armes américains, notamment Boeing, Lockheed Martin, RTX, General Dynamics, Northrop Grumman et L3Harris, ont vu leurs bénéfices dépasser les attentes cette année.

Par ailleurs, récemment, les États-Unis construisent cinq nouvelles bases militaires en Somalie et ont frappé plusieurs villes au Yémen. Les sociétés transnationales européennes fournissent des armes et des munitions pour la guerre au Yémen. Les États-Unis ont été le moteur de l'intervention militaire en Haïti.

Le Nord global utilise ces guerres pour maintenir son hégémonie et son contrôle sur les régions et les ressources. En 2023, les dépenses militaires totales s'élevaient à 2 400 milliards de dollars, les États-Unis étant le plus gros dépensier, représentant près de la moitié de ce montant. Plus de 80 % des 100 principales sociétés d'armement ont leur siège dans le Nord global1

2) Le Nord global pollue et surconsomme, le Sud global souffre
Une autre COP, et le Nord global et les grandes entreprises se concentrent sur la défense de leurs intérêts économiques plutôt que sur la défense de notre planète. Comme l'année dernière à la COP28, lorsqu'il y a eu un accord pour s'éloigner du charbon, du pétrole et du gaz, mais que les nations riches se sont ensuite lancées dans une frénésie d'exploration pétrolière et gazière, cette année, elles se dérobent également à tout engagement réel, sans parler de faire face à leur responsabilité pour les dommages causés au Sud global. Cette année, les lobbyistes des combustibles fossiles ont reçu plus de laissez-passer (1 773) pour la COP29 que tous les délégués des 10 nations les plus vulnérables au climat réunis (1 033).

Pendant ce temps, la situation dans les pays pauvres va de mal en pis. Du Cap au Caire, la sécheresse, les inondations graves et les tempêtes détruisent des vies, des cultures, la biodiversité, les infrastructures et les moyens de subsistance. Bien que les catastrophes frappent également le Nord global, les pays pauvres manquent de ressources pour se remettre.

Le Nord global consomme de manière excessive, tandis qu'une grande partie du Sud global est confrontée à la pénurie. Le Nord externalise sa pollution vers le Sud ; en utilisant des accords commerciaux forcés, les pays du Sud global sont souvent contraints d'avoir des réglementations environnementales plus faibles, dont les entreprises profitent ensuite. Des entreprises comme Smithfield Foods, par exemple, produisent du porc au Mexique, privant les habitants d'eau et contaminant les sols et les sources d'eau, puis exportent une grande partie de ce porc aux États-Unis. Les pays riches déplacent les pénuries d'eau vers les régions plus pauvres en important des produits gourmands en eau comme les légumes, les fruits et la viande. Dans le même temps, des pays comme le Nigéria sont devenus une décharge de déchets électroniques pour l'Europe et les États-Unis, avec des conséquences sur la santé des habitants et l'environnement.

Le Nord global est responsable d'environ 92 % des émissions de gaz à effet de serre, les États-Unis à eux seuls de 25 % des émissions mondiales, l'Amérique du Sud de seulement 3 % et l'Afrique de moins de 4 %. Cependant, huit des dix pays les plus touchés par le changement climatique se trouvent en Afrique. Pour les pertes et dommages causés, le Nord global devra 192 milliards de dollars d'ici 2050, soit 5 000 milliards de dollars par an.

3) Vol de ressources
Il y a un transfert continu de richesse du Sud global vers le Nord, où le Sud est utilisé comme un réservoir de ressources et de main-d'œuvre bon marché, que les sociétés du Nord convertissent en profits qui restent dans le Nord. L'inégalité entre les pays riches et pauvres n'est pas naturelle : elle est constamment créée et renforcée.

Israël ne se contente pas de bombarder Gaza, il veut aussi piller ses réserves de gaz offshore, et fin octobre 2023, le gouvernement a annoncé qu'il avait accordé des permis d'exploration de gaz naturel à des sociétés israéliennes et étrangères. Les multinationales volent les minéraux et les matériaux de la République démocratique du Congo. Pendant que des entreprises comme Apple, Samsung, Huawei exploitent le cobalt du Congo, la population y souffre du travail forcé et de la traite des êtres humains, du travail des enfants, de conditions de travail dangereuses et de dommages environnementaux extrêmes.

Ce type de pillage - à la fois historique et actuel - sur des terres volées aux peuples autochtones et utilisant le travail d'esclaves, a financé les infrastructures dans le Nord global, tandis qu'il a fait partie du génocide, de la dépossession, de la famine et de l'appauvrissement massif dans le Sud. Aujourd'hui, le Nord global draine des matières premières d'une valeur de 2 200 milliards de dollars par an du Sud global - suffisamment pour mettre fin à l'extrême pauvreté 15 fois, et totalisant 62 000 milliards de dollars de 1960 à aujourd'hui.

4) Commerce inéquitable

En lien avec le vol de ressources et le facilitant, les pays du Nord global utilisent leurs avantages pour mettre en place des subventions et des tarifs qui favorisent leurs entreprises. Ces mesures et régimes commerciaux inéquitables offrent des protections aux investisseurs du Nord, favorisent la privatisation et formalisent des mécanismes d'arbitrage qui défendent les entreprises et outrepassent la souveraineté et les lois locales des pays du Sud.

Le commerce inéquitable a donné l'avantage aux industries agroalimentaires américaines du riz et du maïs, de sorte que le maïs américain a inondé le Mexique et son riz a inondé Haïti, et les petits agriculteurs des deux pays n'ont pas pu rivaliser et ont dû migrer en masse vers les villes, conduisant à de vastes étendues de logements informels ou de bidonvilles urbains.

De même, les dix millions de producteurs de coton d'Afrique gagnent en moyenne 400 à 550 dollars par an, perdant collectivement environ 250 millions de dollars par an face aux producteurs de coton fortement subventionnés de l'Ouest. Les accords commerciaux inéquitables entre l'Union européenne et l'Afrique signifient également que les exportations alimentaires de l'Afrique ne sont pas compétitives face aux 50 milliards d'euros dépensés pour maintenir les produits alimentaires européens bon marché. Les excédents de lait européen subventionnés sont transformés en poudre et envoyés en Afrique, décimant son industrie laitière, et il en va de même pour le blé, laissant l'Afrique importatrice nette de denrées alimentaires. Le Sud perd 14 fois plus dans ce commerce inégal qu'il ne reçoit en aide.

5) Apartheid salarial mondial
Les grandes entreprises de mode comme Zara, H&M et GAP utilisent des pratiques déloyales dans leur utilisation des usines au Bangladesh. Ces usines ont ensuite du mal à payer le salaire minimum des ouvriers du textile, qui a augmenté l'année dernière à 2 500 takas bangladais par mois (104,60 dollars américains). Les semaines de travail sont de 48 à 72 heures, tandis qu'une seule chemise de Zara se vend 129 dollars américains. Les travailleurs du textile aux États-Unis reçoivent un salaire mensuel moyen de 2 698 dollars américains - 25 fois celui des travailleurs bangladais.

L'énorme écart de rémunération entre le Nord et le Sud global s'accompagne de différences importantes en termes d'heures de travail, de conditions de travail, d'accès aux congés et autres avantages, ainsi que du caractère pénible et physiquement épuisant du travail. Ces différences ne peuvent être attribuées à un coût de la vie plus bas (comme le démontre l'inégalité du pouvoir d'achat entre les pays) et sont entièrement liées à une discrimination basée sur le pays.

6) Diriger le monde
Malgré le rôle des États-Unis dans le génocide contre Gaza, ils s'arrogent l'autorité morale de contrôler d'autres pays par des mesures telles que les sanctions et l'intervention. Tous les pays que les États-Unis sanctionnent de diverses manières se trouvent dans le Sud global (Afghanistan, Myanmar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Éthiopie, Iran, Irak, Liban, Libye, Mali, Nicaragua, Corée du Nord, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Syrie, Venezuela et Yémen) - des sanctions qui ont tout à voir avec la punition des pays pour leur non-conformité à ses impositions, et rien à voir avec les droits de l'homme. Les six décennies de sanctions américaines contre Cuba ont causé des dommages continus à la population, et le CEPR estime que les sanctions contre le Venezuela seul, en limitant l'accès à la nourriture, aux médicaments et à d'autres importations, ont entraîné au moins 40 000 décès.

En même temps, les États-Unis font pression sur des pays comme le Pérou pour qu'ils repensent l'implication chinoise dans leurs infrastructures critiques, car les États-Unis ne veulent pas que la Chine gagne en influence géopolitique en Amérique latine. Cela intervient alors que les États-Unis ont également soutenu un coup d'État anti-gauche et le gouvernement de coup d'État qui en a résulté au Pérou.

La liste est longue. Les États-Unis ont soutenu le coup d'État militaire de droite au Honduras en 2009, sont intervenus dans les élections haïtiennes l'année suivante pour obtenir une victoire de la droite pro-américaine, et ont soutenu un coup d'État en douceur contre Rousseff au Brésil. Ils ont versé des milliards dans le Plan Colombie, qui a déplacé des millions de personnes et conduit à des milliers de morts, et ils ont formé du personnel militaire impliqué dans des campagnes de contre-insurrection au Guatemala, au Salvador et en Colombie. Pendant ce temps, la maigre "aide" que l'Europe envoie à l'Afrique après l'avoir pillée, s'accompagne de conditions qui détruisent les propres modèles socio-économiques des gens et les remplacent par le modèle néolibéral.

Tout cela est un mépris violent de l'autonomie. Ces politiques sont déresponsabilisantes, effacent l'identité, outrepassent les capacités d'action locales et asservissent le Sud global dans une continuation claire du colonialisme.

7) Criminaliser les victimes en fuite
Pour illustrer ce type de comportement de contrôle, Trump a annoncé qu'il imposerait des tarifs sur les importations mexicaines vers les États-Unis si le Mexique ne réduisait pas le nombre de migrants (ou "criminels et drogues" selon ses termes) arrivant à la frontière sud des États-Unis. Outre le fait que les États-Unis ne devraient pas utiliser l'économie pour dicter les politiques migratoires du Mexique, la migration - en particulier celle des réfugiés - n'est pas quelque chose qui peut simplement être arrêté.

La réponse du Nord global aux personnes fuyant leur pays d'origine, généralement en conséquence des types de violence mentionnés ci-dessus, est de les criminaliser, de les mettre en danger par des frontières militarisées et de nier leur droit d'asile.

À la frontière américaine avec le Mexique, il y a une négation de la procédure régulière, et les personnes fuyant pour sauver leur vie sont forcées d'attendre au Mexique pendant des mois. Ces migrants ne peuvent pas travailler, ni se permettre un logement, et sont confrontés à des enlèvements, à l'extorsion (généralement plusieurs fois en cours de route), au viol, à la torture et au meurtre. Eux, et d'autres réfugiés et migrants forcés dans le monde, sont également vulnérables à l'exploitation extrême et à la traite, y compris le travail forcé (il y a 22 millions de travailleurs forcés, y compris le travail sexuel forcé).

L'année dernière, le Royaume-Uni a adopté la loi sur l'immigration illégale qui empêche les personnes qui doivent arriver sans autorisation préalable d'accéder à l'asile, puis les expulse. L'Italie est allée jusqu'à réprimer les organisations qui sauvent la vie des migrants en mer, et l'UE dans son ensemble a, en décembre 2023, convenu d'un nouveau Pacte sur la migration pour donner la priorité à la dissuasion plutôt qu'aux droits de l'homme, y compris un règlement qui permet aux pays confrontés à un "afflux massif" de déroger aux obligations en matière de droits.

8) Esclaves de la dette
Une autre façon dont le Sud global est à la fois contrôlé et maintenu dans la pauvreté est par la dette. Les Kenyans qui protestaient ont récemment réussi à forcer le président à retirer un projet de loi qui aurait augmenté les impôts, mais ils ont clairement indiqué que c'était le FMI qui imposait ces politiques d'austérité, brandissant des pancartes telles que "Nous ne sommes pas les putes du FMI" et "Le Kenya n'est pas le rat de laboratoire du FMI". De même au Nigeria, une telle austérité, due à la pression d'un prêt de 2,25 milliards de dollars de la Banque mondiale, a conduit les syndicats nigérians à faire grève. Et quelques jours avant les élections en RDC l'année dernière, le FMI a accordé un décaissement car il ne s'inquiétait pas de qui gagnerait l'élection, sachant que tout parti se sentirait obligé de maintenir son agenda économique néolibéral, y compris la privatisation de l'électricité et des codes miniers qui favorisent les entreprises du Nord global.

Le FMI et la Banque mondiale sont contrôlés par le Nord global, en particulier les États-Unis (les États-Unis sont le plus grand actionnaire de la Banque mondiale et un citoyen américain en est toujours le président). Des prêts sont accordés à des pays qui étaient autrefois riches en ressources, en culture et en

suite à la page(16)

Sénégal : 80 ans après, le massacre de tirailleurs sénégalais à Thiaroye sort du « silence assourdissant »



Archives nationales du Sénégal

Par Alioune Ndiaye

Pour la première fois, l'événement impliquant la responsabilité de l'armée coloniale française a été célébré par l'État du Sénégal. Cinq chefs d'Etat africains y ont pris part.

Le massacre de tirailleurs sénégalais par l'armée coloniale française a été célébré dimanche au Sénégal ; une toute première commémoration officielle par l'Etat sénégalais de cet épisode sombre intervenu le 1er décembre 1944 au camp de Thiaroye dans la banlieue dakaroise.

Les présidents Mohamed Ould Cheikh Ghazouani de la Mauritanie et président en exercice de l'Union africaine (UA), Adama Barrow de Gambie, Umaro Sissoco Embaló de Guinée Bissau, Assoumani Azali des Comores et Brice Clotaire Nguéma du Gabon, ont pris part aux festivités organisées sur le site faisant désormais office de cimetière des tirailleurs avec ses 202 stèles blanches.

Plusieurs autres pays africains ont envoyé des délégations officielles.
« Des héros africains sans défense, armés de courage, de dignité et de fraternité africaine ont été froidement abattus ; il s'agissait là d'un massacre. 80 ans après ces crimes de masse, le silence de Thiaroye est toujours aussi assourdissant (…) Aujourd'hui par devoir de mémoire, de vérité et de justice, nous ne pouvons oublier les exécutions sommaires ici au camp de Thiaroye. Il est impératif de rappeler l'histoire, toute l'histoire sans trou de mémoire. C'est ce qui fonde l'essence universelle des valeurs de paix, de liberté et d'égale dignité attachées à la nature humaine. Toutes ces raisons ont renforcé notre conviction de commémorer l'anniversaire du massacre de Thiaroye », a ainsi relevé le président Bassirou Diomaye Faye dans son allocution.

Ceci, a-t-il dit, pour d'une part rendre hommage aux victimes et graver leur mémoire dans la conscience collective et d'autre pour jeter les bases de la restauration de la vérité historique sur cet épisode tragique.

« Cependant il ne s'agira pas d'une porte ouverte pour susciter le ressentiment ni entretenir la colère et la haine », a dit le président Faye, assurant être guidé en l'exercice par un « devoir de mémoire contre l'oubli » et une « dette morale vis-à-vis des tirailleurs et de leurs familles ».

Le président en exercice de l'UA et chef d'Etat mauritanien a salué, pour sa part, les efforts entrepris par le Sénégal pour contribuer à restaurer la vérité sur ce triste événement et à préserver la mémoire de ces héroïques tirailleurs. *« Le massacre de Thiaroye symbolise la violence dont les Africains ont souffert par le fait de la traite et des formes manifestes et insidieuses des colonisateurs. Il symbolise aussi dans le même temps l'engagement des Africains à lutter pour leur dignité, leur devoir à s'affranchir définitivement de toute forme de domination »*, a relevé Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, parlant au nom des chefs d'Etat présents à la cérémonie.

Engagement pour une réappropriation collective du massacre
Avec les 16 pays africains concernés par ce massacre et dont les drapeaux ont, à l'occasion, été mis en évidence sur les lieux, le Sénégal va selon le président Faye initier des mesures pour « une réappropriation de cette histoire commune ».

Il a cité parmi celles-ci la mise en place à Thiaroye d'un mémorial et d'un centre de documentaire et de recherche dédiés aux tirailleurs, la rebaptisation de rues et places publiques aux noms des tirailleurs, l'inclusion de l'histoire de Thiaroye dans les curricula éducatifs et l'institutionnalisation de la journée du tirailleur le 1er décembre de chaque année.

Qualifiant de « courage moral » l'acte du président français Emmanuel Macron d'avoir assumé que les évènements de Thiaroye ont abouti à un massacre, le président sénégalais dit attendre encore plus de la France. *« Il reste beaucoup de zones d'ombre de cette histoire, notamment le nombre de tirailleurs exécutés. Identifier les victimes et situer les responsabilités est essentiel pour ouvrir la voie à une réconciliation sincère »*, a-t-il dit.

Il a, dans cette dynamique, sollicité de la France, la mise à disposition de toutes les archives au Comité international de chercheurs mis en place par le Sénégal pour aider à la reconstitution exacte des faits et à une meilleure connaissance de cette séquence de notre histoire partagée avec la France.

« Rien ne peut justifier » ce massacre, selon Barrot
« Si la France reconnaît ce massacre, elle le fait aussi pour elle-même car elle n'accepte pas qu'une telle injustice puisse entacher son histoire (…) Rien ne peut justifier que les soldats de la France aient ainsi retourné leurs canons contre leurs frères d'armes », a souligné de son côté Jean-Noël Barrot, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères qui a représenté son pays à la cérémonie.

Il a réitéré l'engagement de son pays à restituer les archives pour la manifestation de toute la vérité sur cette « plaie béante de notre histoire commune ».

« Démobilisés avant les autres, privés de la solde qui leur étaient dus (…) Une première fois ils protestèrent à Morlaix (commune française) où beaucoup refusèrent d'embarquer (…) Une deuxième fois dans le camp de Thiaroye, ils protestèrent à nouveau et refusèrent de regagner leur foyer avant de recevoir ce qui leur était dû », a rappelé Barrot.

« Un cri de colère que la France réprima dans le sang en ouvrant le feu sur ceux-là même qui avaient risqué leur vie pour qu'elle puisse être libérée », a soutenu le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Au petit matin du 1er décembre 1944, des tirailleurs sénégalais revenus de la Seconde Guerre mondiale et cantonnés au camp de Thiaroye en attendant leur retour dans leurs pays respectifs, ont été froidement exécutés par l'armée coloniale française alors qu'ils protestaient contre la rétention de leurs primes et allocations.

Le bilan est jusque-là méconnu. Les chiffres officiels de 35 puis 70 morts annoncés par la France sont battus en brèche par des historiens qui évoquent des centaines de morts.

Agence Anadolu
1er Décembre 2024

Carlota Lucumí : « La Negra Carlota » – Révolte d'esclaves dans la sucrerie 'Triunvirato'



Dans l'histoire des révoltes contre l'esclavage, les femmes esclaves ne peuvent en aucun cas être réduites au rôle de victimes passives de la violence coloniale.

C'est ce que prouve notamment Carlota Lucumí, qui s'est battue héroïquement contre ses oppresseurs, machette à la main, et qui est encore aujourd'hui considérée comme une figure symbolique révolutionnaire de Cuba.



Avec Ferminia Lucumí, Carlota Lucumí a mené le 5 novembre 1843 la révolte des esclaves de la sucrerie 'Triunvirato' dans la province de Matanzas, à Cuba. En 1843 et 1844, Matanzas a été le théâtre de nombreux affrontements entre les Africains réduits en esclavage et le régime esclavagiste de Cuba. La révolte du domaine sucrier Triunvirato, menée par Carlota, a eu un impact important tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'île.

Bien avant la révolution cubaine, la révolution dite de Triunvirato a marqué l'histoire de l'île, au cours de laquelle de nombreux esclaves se sont soulevés contre leurs propriétaires. Il s'agissait d'un grand mouvement qui a touché plusieurs plantations. Une fois n'est pas coutume, le soulèvement a été mené par une femme qui est aujourd'hui vénérée comme une héroïne et une résistante à Cuba : Carlota. *« L'opération Carlota, la mission de solidarité internationaliste de Cuba avec les peuples d'Angola et d'Afrique du Sud, devait durer plus de 15 ans. Pendant cette période, plus de 330.000 Cubains ont servi en Angola pour défendre l'indépendance et la liberté et le droit de l'Angola, l'autodétermination des peuples d'Afrique australe ».*

Untergrund-Blättle
13 novembre 2024

Le Tchad et le Sénégal s'allient pour expulser la France du Sahel



1 e président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, et son homologue tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno. Montage JA © Présidence du Sénégal – Vincent Fournier pour JA

Par Andrew Korybko

La France et les États-Unis devraient appliquer une politique de riposte sur trois fronts.

Jeudi a été une journée historique pour la géopolitique africaine puisque le Tchad a annoncé qu'il expulsait les troupes françaises tandis que le Sénégal a déclaré qu'il prévoyait de faire de même dans un avenir proche. Il s'agit des derniers postes militaires de la France au Sahel après son expulsion du Burkina Faso, du Mali et du Niger, qui forment aujourd'hui l'Alliance sahélienne, laquelle est également en train de fusionner en une Confédération. La conséquence immédiate est que l'influence russe augmentera probablement, tandis que la France devrait faire de la Côte d'Ivoire sa principale base régionale.

Ces tendances s'inscrivent dans le cadre plus large d'une Afrique qui devient un théâtre de compétition dans la nouvelle guerre froide. L'Occident veut conserver son hégémonie unipolaire en déclin, tandis que la Russie et la Chine sont à la tête des efforts déployés par les pays non occidentaux pour accélérer les processus multipolaires dans cette région. La première se manifeste par des coups d'État, des révolutions de couleur et des insurrections (collectivement connus sous le nom de guerre hybride), tandis que la seconde prend la forme d'une aide de la Russie à ses partenaires pour contrer ces menaces, tandis que la Chine fournit une aide économique sans conditions.

Les derniers développements confirment que l'arrière-pays africain est le bastion de la multipolarité du continent, tandis que la périphérie côtière sert à la fois de point d'entrée et de redoute pour l'unipolarité, ce qui reflète la dynamique de l'Eurasie. Cette situation conforte la théorie du professeur Alexandre Douguine sur la rivalité historique entre les puissances terrestres et les puissances maritimes. Dans le contexte africain, les puissances terrestres de l'Eurasie aident leurs partenaires de l'arrière-pays à se libérer de l'influence des puissances maritimes de l'Eurasie.

Ces mêmes puissances maritimes, en l'occurrence la France (qui a historiquement une double identité mer-terre) et les États-Unis, se replient à présent sur la Côte d'Ivoire, alignée sur la mer, après avoir été expulsée du Sahel. Cela renforcera la pression sur le Nigeria, une puissance terrestre africaine qui entretient depuis longtemps des liens étroits avec les puissances maritimes occidentales telles que le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces éléments ont été pleinement mis en évidence lors de la débâcle de l'été 2023, soutenue par l'Occident, qui a fait pression en vain sur le Niger pour qu'il réinstalle son dirigeant évincé et qui a menacé de l'envahir.

L'incapacité à récolter des dividendes tangibles de cette politique inutilement agressive a conduit à une grande refonte stratégique qui a abouti à ce que le Nigeria devienne un partenaire officiel des BRICS après le sommet d'octobre. Il s'agit d'une étape positive, mais rien n'a encore été fait pour résoudre la corruption infâme du pays ni sa série apparemment insoluble de conflits ethno-religieux-régionaux de longue durée, qui peuvent tous deux être exacerbés de l'extérieur par l'Occident pour manipuler sa politique étrangère ou le punir en cas d'échec de cette approche.

C'est une chose pour l'Occident de perdre sa position géostratégique au Sahel, qui comprend certains des pays les plus pauvres du monde (le Sénégal est de loin le pays le plus riche, mais il y a encore beaucoup de pauvreté), et c'en est une autre de perdre le Nigeria, qui possède d'énormes réserves d'énergie et qui est le pays le plus peuplé d'Afrique. Le repli post-sahélien de la France et des États-Unis en Côte d'Ivoire n'est utile que dans la mesure où il fournit une base à partir de laquelle déstabiliser l'Alliance/Confédération sahélienne, mais il est inutile vis-à-vis du Nigeria.

Les observateurs peuvent donc s'attendre à ce que l'Occident aux ordres des États-Unis et de la France applique une politique à trois volets pour repousser les dernières réalisations multipolaires : 1) plus de guerre hybride contre l'Alliance/Confédération sahélienne ; 2) plus de contacts avec le Nigeria ; et 3) une guerre hybride contre lui aussi en cas d'échec. La Côte d'Ivoire jouera un rôle central dans le premier aspect ; le deuxième prendra des formes diplomatiques et économiques ; tandis que le troisième peut se manifester par un soutien secret (notamment militaire) aux groupes armés existants.

Il ne s'agit pas de suggérer le succès de cette politique prédite, mais simplement de dire qu'une partie ou la totalité de cette séquence se déroulera probablement en raison des frictions entre les intérêts occidentaux/non occidentaux et unipolaires/multipolaires en Afrique, qui ont été aggravées par le dernier coup militaire de la France dans le Sahel. Il se peut que les États-Unis et la France aient encore besoin de temps pour élaborer un plan sur la manière la plus efficace de répondre à tout, mais personne ne devrait douter qu'ils feront quelque chose, et quoi que ce soit, cela visera à restaurer leur hégémonie perdue.

Andrew Korybko30 Novembre 2024
Réseau International 1er Décembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre
la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action;
Admet le divorce du sieur ROLAND JEAN FRANÇOIS d'avec son épouse née LOUICIANA GUERRIER, pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, compense les dépens vu la qualité des parties; commet l'huissier CANAL
GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens
Donné de nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du quatorze Novembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.
Il est ordonné..etc...
En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut requis et octroyé contre la défenderesse la dame Marie Pierre SAINTYL; pour le profit ainsi déclare fondée ladite action, admet le divorce du sieur Jackson SAINT-JACQUES d'avec son épouse la dame née Marie Pierre SAINTYL Ce, pour abandon du toit conjugal, injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Camp Coq de transcrire sur les registres destinés à cette fin le dispositif dudit jugement de divorce dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant dans la Capitale sous peine de dommage-intérêts envers les tiers. Commet l'huissier même de ce Tribunal pour la signification dudit jugement de divorce avec commandement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Harold CHERY, av. Doyen en Audience publique, civile et extraordinaire de divorce en date du mardi vingt deux Avril deux mille vingt-quatre, en présence de Me. Jacquelin PIERRE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance de Me. Joseph LOUIS, Greffier du siège
Il est ordonné...etc..
En foi de quoi...etc..

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré d'appel au nom de la République, déclare recevable, juste et fondée en la forme, maintient le défaut partie de terre alluvionnaire des requérants; dit conformément á la loi. jugeant à charge l'action des demandeurs pour être trouvée requis et octroyé a l'audience de ce jour, dit et déclaré que le cité a trompé la vigilance de l'arpenteur parce qu'il l'a interrogé d'arpenter la partie de terre alluvionnaire propriétaire riverain ; annule sans condition cette prétendue opération d'arpentage, dit que toutes les formalités requises par la loi n'ont pas été toute propriété alluvionnaire est profitable au 26 Février 1975 sur la profession de l'arpenteur, respectées par le dit arpenteur maintient la demandeurs sise à Pouillé, 2° section communale de la commune de Boucan carré tant qu'à possession des requérants, fait défense formelle aux cités de ne plus troubler la possession des présent et qu'à t'avenir et l'arrachement de toutes les bornes posées l'ors de cette opération d'arpentage ; condamne le cité à 20 000 gourdes aux frais et dépens de la procédure, ce aux termes des articles 462, 1168-1169 du CC, 39-40 et 56 du CPC. Art 22,23, .24, et 32 du décret du
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Déerave Hosnac. Avocat, juge de Paix titulaire de la commune de Boucan carré, Juge en audience ordinaire, civile et publique du vendredi (8) huit
Juin deux mille vingt-quatre (2024) an 221° de l'indépendance avec l'assistance de Me
Lamartine Pierre, Greffier du siège
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi...etc..
Me Salomon Jean Faute, Greffier en chef

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public; maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence, le divorce de la dame Likensy MOÏSE d'avec son époux Gérald MOTOBAN pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux.
Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux;
Ordonne à l'officier de l'Etat-Civil de la Section Sud de Port au Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; commet l'huissier Romuald GRAND PIERRE de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens.-
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du onze Novembre deux mille vingt et un, en présence de Me Paul WESLEY Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.
Il est ordonné ... ETC...
En foi de quoi... ETC …

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée: pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Patrick MERELUS d'avec son épouse Marie Eloune BIEN-AIME, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section EST de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet;
Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Compense les dépens
Aimsi jugé et prononcé par nous, Me. Annie FIGNOLE, Juge en audience ordinaire du quatorze Avril deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart
TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut requis et octroyé contre le défendeur à l'audience susdite; pour le profit du défaut, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Schernard MICHEL d'avec son époux Audet CHARLOTIN ce, pour abandon du toit marital injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Camp Coq de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la
Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Alix LUCIEN, av. Doyen du Tribunal Civile du Cap-Haïtien en Audience civile et publique en date du Jeudi quatre Avril deux mille vingt-quatre, en présence de Me. Herve C. HYPPOLITE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance de Me Jasmin DIEUDONNE, Greffier du siège.
Il est ordonné ....etc...
En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions conformes du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse et pour le profit ainsi déclare fondée ladite action; admet le divorce de la dame Aseline DESROCHES d'avec son époux Jacques Junior MICHEL, ce pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens ayant existé entre eux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Camp Coq d'inscrire et de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement de divorce dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant dans la Capitale sous peine de dommage-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier même de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Harold CHERY, av. Juge au Tribunal Civil du Cap-Haitien en Audience publique, civile de divorce du jeudi huit Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me. Herve C. HYPPOLITE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce Ressort avec l'assistance de M. Jasmin Dieudonné GUERRIER, greffier du siège.
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal sur les conclusions du Ministère Public, déclare l'appel de la partie appelante recevable, en la forme, quand à l'état de l'instance pendante entre les parties ; Déclare la procédure en appel engagée par acte d'appel du huit (8) février deux mille vingt deux éteinte par la discontinuation des poursuites pendant plus de (2) ans; donc l'action en appel est périmée, compense en conséquence les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous, Jean Robert DUBUISON, Juge au TPI de Mirebalais statuant en ses attributions civiles et d'appel des sentences de Justice de Paix, le Mercredi (14) août deux mille vingt quatre, en présence du Magistrat Gabriel FLEURY, Commissaire du gouvernement, avec l'assistance du sieur Jean Gelès GEFFRARD, Greffier du siège
Il est ordonné..etc...
En foi de quoi...etc…

Crise casamançaise pour une solution politique, démocratique dans une option panafricaine anti-impérialiste



Par Diagne Fodé Roland

En tant que patriote, démocrate, panafricain, internationaliste et communiste sénégalais, la plus vieille rébellion indépendantiste interne aux États post-indépendants en Afrique est une douloureuse épreuve pour notre peuple dans le processus d'édification de l'État-nation hérité de la décolonisation néocoloniale françafricaine et eurafricaine.



La balkanisation de l'Afrique détruisant et interrompant par la conquête militaire le processus endogène de la construction de nations a marqué le capitalisme importé par la colonisation qui a succédé à la traite et à l'esclavage transatlantique dont l'échine prédatrice a été historiquement brisée par l'héroïque révolution indépendantiste et abolitionniste de l'esclavage de Haïti (Ayiti) au XIXéme siècle. L'Afrique a été ainsi arrimée dans le dernier wagon de l'histoire de la naissance du capitalisme en Europe puis son passage à son stade suprême l'impérialisme.

Pour coloniser, l'impérialisme a rassemblé ces conquêtes territoriales dans de grands ensembles « panafricains » comme l'AOF et l'AEF. Pour continuer de régner sur l'Afrique, le même impérialisme a ensuite divisé ces grands ensembles territoriaux en États-nations néocoloniaux indépendants.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie compradores y ont vu un intérêt de classe en prônant « l'intangibilité des frontières issues de la colonisation » contre le projet panafricain d'un « État, un gouvernement, un parlement, une armée du continent africain ».

L'actuelle seconde phase de libération nationale panafricaine doit remédier à la défaite du projet panafricain de la première phase libératrice de nos prédécesseurs et aller résolument vers « l'union libre des peuples libres » d'Afrique comme l'avaient proposés les communistes Lamine Arfan Senghor et Tiémokho Garang Kouyaté.

Par où commencer à partir de notre Sénégal souverain cette marche vers l'État fédéral africain ?

Le néocolonialisme et la question casamançaise

Le projet du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) de l'indépendance dans l'unité de l'AOF/AEF a été saboté à la fois par l'Ivoirien Houphouët Boigny rallié à la social-démocratie colonialiste puis au gaullisme néocolonialiste et par les Sénégalais Lamine Gueye, L.S. Senghor et Mamadou Dia, tous socialistes absents au congrès de Bamako en 1946, avant qu'ils ne deviennent les fossoyeurs de la Fédération du Mali pour lui substituer l'État néocolonial du Sénégal.

Mais étaient présents à Bamako au congrès fondateur du RDA en octobre 1946 les fondateurs de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et le fondateur, Victor S. Diatta, du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) né à Sédhiou le 4 mars 1947 comme une de ses sections territoriales. Le MFDC est donc né quasiment une année avant la fondation en 1948 du premier parti néocolonial sénégalais, le BDS de L.S. Senghor et de Mamadou Dia, après leur scission avec le parti colonial social-démocrate SFIO de Lamine Gueye.

Victor S. Diatta est décédé dans des circonstances non élucidées en 1948. Force est donc de constater que le passage du MFDC au Mouvement Autonomiste de Casamance (MAC) et son intégration dans le BDS puis l'UPS et le PS se sont opérés dans la période des années 50 à 1960 dans des circonstances non éclaircies jusque de nos jours.

La marche pacifique de décembre 1982 d'une foule d'hommes et de femmes de Casamance remplaçant notre drapeau national au nom de « l'indépendance de la Casamance » a donc été une conséquence des non-dits de l'histoire cachée du passage de notre pays du colonialisme au néocolonialisme que suggèrent les propos étonnants de L.S. Senghor lors des élections de 1978 à Sédhiou selon lesquels « si vous voulez la libération de la Casamance, votez PS ».

Les gouvernements néocoloniaux successifs de Senghor/Abdou Diouf du PS, de A. Wade du PDS et de Macky Sall de l'APR/BBY se sont évertués à exercer la solution militaire doublée de l'infestation de l'argent de la corruption sans jamais éteindre la rébellion politico-militaire en Casamance.

Le tout répressif et la militarisation contre des rebelles retranchés dans la forêt casamançaise n'ont cessé de mettre de l'huile sur le feu sans régler quoi que ce soit des fléaux que sont le silence coupable sur ce qui s'est vraiment passé entre le MFDC et le PS, les spoliations foncières, la tragédie meurtrière du bateau le Joola, les bombardements successifs, les morts de civils et de militaires, l'exil des populations, les mandats d'arrêts contre les dirigeants politico-militaires du MFDC, les arrestations, les emprisonnements, y compris d'écrivain journaliste casamançais, les accusations farfelues de « rebelle » visant le premier leader sénégalais souverainiste d'opposition d'origine casamançaise, les embargos et autres répressions ethniquement ciblées, etc. Ces politiques répressives sont les marques inhérentes à l'État bourgeois françafricain. La politique néocoloniale se révèle en réalité comme une prolongation négrifiée du système colonial.

L'externalisation de la solution militaire a été un échec en Gambie avec la défunte « Confédération Sénégambienne » imposée qui a duré de 1981 à 1989, puis avec à la fin des années 90 l'intervention militaire en Guinée Bissau et récemment sous couvert de la CEDEAO en Gambie.

L'édification d'une nation ne peut être exclusivement un attribut de la force, ni être attribuée dans la durée à l'armée, ni à l'argent corrupteur, mais doit être éminemment une stratégie souveraine consécutive à l'objectif de la décolonisation politique, économique, culturelle et historique. La nation et l'État multinational résultent de la lutte de libération nationale contre l'oppression impérialiste.

Toutes ces politiques apatrides néocoloniales répressives sont anti-nationales et ne font qu'aggraver le sentiment anti-national que « les Casamançais sont des Sénégalais entièrement à part » au lieu d'être « des Sénégalais à part entière ».

Le souverainisme anti-impérialiste et la question casamançaise

L'avènement du nouveau pouvoir souverainiste issu de la rébellion de la jeunesse contre la mal-gouvernance néocoloniale libérale et le pillage impérialiste de nos richesses nationales est une opportunité pour chercher et trouver une solution souveraine politique, démocratique à cette douloureuse division néocoloniale à partir du double principe suivant : le droit au divorce n'est pas automatiquement et forcément synonyme de l'obligation de divorcer. Si tout mariage comporte le droit au divorce à respecter, la prise en compte de la contradiction principale qu'est l'émancipation anti-impérialiste de l'Afrique est une équation posée et à résoudre par les deux parties. Ainsi le droit à l'autodétermination, à la séparation légitime doit être compatible avec l'objectif tout aussi légitime de l'union libre des peuples libres d'Afrique.

Notre Sénégal en marche vers la souveraineté nationale anti-néocoloniale doit rompre avec les politiques exclusivement répressives néocoloniales françafricaines sur la question casamançaise.

La « rupture et la transformation systémique » contre le néocolonialisme doivent s'exercer par le renvoi à terme des bases militaires française, états-unienne, la fin des diktats libéraux du FMI/Banque Mondiale, du franc colonial CFA, des « accords de coopération » léonins françafricains, des APE, d'une diplomatie servile françafricaine, mais aussi par le traitement politique souverain démocratique et panafricain de « la crise casamançaise ».

Rappelons que le MFDC originel après le congrès de Bamako du RDA est né sur une orientation panafricaine. Notre nouveau pouvoir souverainiste proclame aussi son option panafricaine.

Tenant compte du lien historique, démographique, culturel entre les populations de la Casamance, de la Guinée Bissau et de la Gambie, il y a donc là une opportunité pour opérer une démarche vers l'État fédéral africain par cercle concentrique de proximité à laquelle notre État souverainiste peut et doit associer le MFDC.

Dans cette optique, nous proposons :

- l'annulation de tous les mandats d'arrêts visant les dirigeants politico-militaires du MFDC;
- la libération de tous les prisonniers politiques membres ou non du MFDC;
- l'enseignement dans nos programmes scolaires de l'histoire résistante anti-colonialiste de la Casamance et de ses héros, notamment l'héroïne Aline Sitowe Diatta*;
- l'ouverture d'un dialogue participatif démocratique avec le MFDC dans cette optique panafricaine;
- ce dialogue avec le MFDC doit être un premier pas suivi du dialogue commun avec la Gambie et la Guinée Bissau et ensuite avec l'AES, étapes dans la longue marche vers l'État Fédéral Démocratique Africain.

Fernent 16 novembre 2024

Ndlr.

* Aline Sitoé Diatta, aussi appelée « La Dame de Kabrousse », née en 1920 à Kabrousse dans le sud du Sénégal, est une héroïne de la résistance sénégalaise et particulièrement de la Casamance contre la colonisation française. Militante zélée, elle finit par être considérée comme dangereuse par les autorités. Aline est arrêtée et jugée par l'administration coloniale française, puis déportée à Tombouctou, au Mali, où elle meurt de mauvais traitements en 1944 à l'âge de 24 ans, devenant une figure emblématique de la résistance casamançaise à la colonisation française.

Les dirigeants socialistes d'Amérique latine sont solidaires de la communauté ouvrière haïtienne en République Dominicaine

Par La voix des travailleurs

Dans le cadre de la campagne internationale contre la persécution raciste en République Dominicaine, d'importants dirigeants syndicaux et hommes politiques de la Gauche Socialiste d'Argentine, du Parti Socialisme et Liberté du Venezuela, du MST du Chili et du Mouvement vers le Socialisme du Mexique, dans le cadre d'Unidad Internacional des Travailleurs-Quatrième Internationale, se sont exprimés en solidarité avec la communauté ouvrière haïtienne, face aux déportations massives et à l'état d'exception imposé par le gouvernement de droite du PRM.

Nous soulignons l'adhésion à la campagne de solidarité des dirigeants Rubén Sobrero, secrétaire général de l'Union sectionnelle des chemins de fer du Gran Buenos Aires Oeste et leader de la Gauche Socialiste ; Mónica Schlotthauer, dirigeante syndicale des cheminots et députée nationale de la Gauche Socialiste et du Front de l'Unité de Gauche ; Juan Carlos Giordano, élu de la Gauche Socialiste et du Front de l'Unité de Gauche ; Mónica Méndez, membre du conseil d'administration du syndicat CICOP Santé et dirigeante nationale de Salud en Marcha ; Mariana Scayola, secrétaire générale du syndicat enseignant Ademys ; Jorge Adaro, secrétaire syndical de l'Ademys ; Graciela Calderón, leader de la Marche des Enseignants et de la Gauche Socialiste ; et Diego Saavedra, représentant syndical à l'hôpital Garraham.

Miguel A. Hernández, Claudia Rodríguez et Oswaldo Pacheco, dirigeants socialistes du PSL, se sont prononcés depuis le Venezuela ; Rainier Ríos, leader du MST du Chili et Enrique Gómez du MAS du Mexique. L'intellectuel cubain Frank García, du groupe communiste, s'est également prononcé.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 26 novembre 2024



Suite de la page (12)

connaissances, mais qui, ayant été pillés par le colonialisme, ont été plongés dans la pauvreté matérielle. Aujourd'hui, de nombreux pays dépendent des dépenses étrangères et doivent offrir une main-d'œuvre bon marché et des ressources pour les attirer.

La dette publique dans le Sud global croît deux fois plus vite que dans les autres pays, ces pays ayant payé 847 milliards de dollars l'année dernière rien qu'en intérêts nets. L'année dernière, 54 pays ont consacré au moins 10 % des fonds gouvernementaux au paiement des intérêts de la dette, et 40 % de la population mondiale vit dans des pays qui doivent dépenser plus pour ces paiements que pour l'éducation ou la santé. La plupart des pays ont remboursé leurs dettes maintes et maintes fois. Au Mozambique par exemple, un abri en aluminium construit avec des prêts et de l'argent d'aide coûte maintenant au pays 21 £ pour chaque 1 £ que le gouvernement mozambicain a initialement reçu.

9) Racisme et effacement dans l'information et le divertissement

Enfin, tout ce qui précède est soutenu par les industries et systèmes du divertissement, des médias et d'autres informations, avec des récits qui justifient cette inégalité et cette violence, y compris les clichés racistes d'Hollywood et le boycott des pays du Sud par les médias.

L'eurocentrisme et l'américanocentrisme abondent - le Nord global et la blancheur sont la norme, le correct et les héros. Mon roman,The Eyes of the Earth a des héros différents et raconte une histoire différente, tout comme beaucoup d'autres contenus alternatifs. Mais Hollywood s'attache à altérer le Sud global et à le dépeindre comme un endroit simple, pathétique, sale et dangereux. Ce récit domine, car Hollywood représente environ deux tiers des recettes totales du box-office dans l'industrie cinématographique internationale.

Les médias, quant à eux, ignorent tout simplement le Sud global. Par exemple, le Tagesschau allemand sur la chaîne publique ARD a diffusé 462 reportages sur les États-Unis, 394 sur l'UE, 174 sur la France, et aucun sur la plupart des pays africains, et moins de 10 sur des pays comme la Bolivie, le Chili et le Soudan en 2022. Le Sud global, malgré sa représentation de 83 % de la population mondiale, ne constituait que 4,4 % des principales nouvelles de l'émission autrichienne Zeit im Bild (ZIB).

La bonne nouvelle

Bien que moins couvertes par les médias, et malgré les difficultés et les obstacles, il existe une résistance et une résilience dans tout le Sud global, et la solidarité avec Gaza, par exemple, a été incroyable dans de nombreux pays du Nord global également.

Avec les jumeaux gloutons, Trump et Musk, qui dirigent pratiquement les États-Unis et au-delà, de connivence avec les entreprises, les industries de l'armement et du pétrole, et d'autres, il est maintenant au moins clair comme de l'eau de roche que cette classe n'est ni disposée ni capable d'assurer la justice environnementale et humaine.

*Tamara Pearson est une journaliste indépendante basée actuellement au Mexique. Elle est diplômée en science politique et en pédagogie alternative. Elle a écrit pour de nombreux médias alternatifs et progressistes comme New Internationalist, Truthout, teleSUR, etc.

Counterpunch 22 Novembre 2024 Traduction Bernard Tornare 23 Novembre 2024

Suite de la page (8)

avec le Président de la République, l'autorité sur les membres du gouvernement.

Les ministres sont placés sous mon autorité directe, toute interaction formelle avec les membres du gouvernement, y compris les convocations, doit être faite en étroite concertation avec le Chef du gouvernement. » Suite à cette réponse venue directement du chef de la Primature notifiant qu'il n'était pas question que Dominique Dupuy vienne à la présidence, c'est le Président du Conseil Présidentiel qui monte directement au créneau pour évoquer lui aussi les prérogatives constitutionnelles que le CPT dispose en tant que chef du pouvoir Exécutif. Dans sa lettre responsive au Premier ministre, Leslie Voltaire démontrait déjà qu'il entendait jouir de tous les pouvoirs et autorités dont il croit être disposé suivant les énoncés de la Constitution. Pour clore le chapitre, il avançait ceci à l'égard de Garry Conille *« Je crois qu'il est important de vous rappeler que le Conseil Présidentiel de Transition, dans l'exercice des pouvoirs conférés au Président de la République, constitue le Chef de l'État et le Chef du Pouvoir exécutif. En ces qualités, et conformément aux dispositions de l'article 136 de la Constitution, le Conseil Présidentiel de Transition doit veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des institutions.*

Il lui incombe d'assurer le fonctionnement régulier des Pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Et pour ce faire, il peut convoquer, par le moyen qu'il juge approprié, tout membre du gouvernement sans concertation préalable avec le Chef du Gouvernement, notamment pour obtenir des informations sur le fonctionnement des institutions ». Comme on peut le constater, les deux camps s'approprient la Constitution quand cela les arrangeait. Alors même qu'ils savent forcément que la lutte qu'ils menaient pour garder le pouvoir n'a rien à voir avec la Constitution puisque leur arrivée au sommet de l'État dans les conditions de l'après Ariel Henry et même de Jovenel Moïse se fait en dehors de la légalité. Donc, constitutionnelle, aucun des deux n'a de légitimité politique ni populaire.

Depuis ce dernier Conseil des ministres, aucun autre n'a pu être organisé. Pire, le Premier ministre s'opposait à tout changement au gouvernement, en tout cas au limogeage de sa ministre des Affaires Étrangères et même à la venue des diplomates concernés à Port-au-Prince pour explication. A chaque fois que le CPT revient sur la question, Conille bottait en touche et posait des conditions au CPT comme si c'est lui qui avait les prérogatives ou l'initiative des décisions relevant du CPT. Ainsi, le CPT va prendre une décision radicale en interdisant par une nouvelle « Résolution » à la ministre des Affaires Etrangères de mettre les pieds à la Villa d'Accueil où siègent les Conseillers-Président depuis que le centre-ville de Port-au-Prince est devenu « territoire perdu » de la République, c'est-à-dire occupé littéralement par les groupes armés. Pendant ce temps, tout est bloqué. Les deux protagonistes campent sur leurs positions et gèrent leur pré-carré. **(A suivre)**

C.C

La grève des employés des épiceries de Portland renforce la lutte pour le contrat



Certains des plus de 1 000 employés des épiceries en grève du syndicat New Seasons Labor Union sur le site d'Arbor Lodge à Portland, dans l'Oregon. WW Photo : Lyn Neeley

Par Lyn Neeley

Les parkings étaient presque vides dans 11 magasins New Seasons Market de la région de Portland lorsque plus de 1 000 employés des épiceries ont entamé une grève d'une journée le 27 novembre, la veille du jour férié de « Thanksgiving ».

Les membres du syndicat New Seasons Labor Union ont voté à 82 % pour autoriser la grève. Le syndicat tente de négocier un contrat depuis sa création en 2022 pour lutter pour un salaire décent, en particulier pour le travail de nuit, des places assises pour les caissiers et autres travailleurs fixes et davantage de congés payés. Les travailleurs exigent également le respect sur le lieu de travail, une politique de présence moins punitive et un langage « juste cause » pour la discipline, ce qui signifie qu'il doit y avoir une raison légitime pour agir contre un employé.

Une mère qui a amené son fils au piquet de grève du magasin Lombard a déclaré à cet écrivain : « Je travaille ici tous les week-ends depuis 19 ans, mais la seule fois où j'ai eu besoin d'un jour de congé le week-end pour être avec mon fils, ils m'ont dit de trouver un autre travail. »

La grève a sensibilisé le public. Un flot constant de conducteurs klaxonnant est passé devant tous les sites New Seasons. De nombreux syndicats de la région et membres de la communauté ont rejoint les piquets de grève, qui ont fait le tour des allées des parkings.

Pat, de la Portland Association of Teachers, a déclaré : « Les travailleurs syndiqués doivent rester unis. La communauté a apporté de la nourriture comme des fruits et des friandises maison comme des brownies chauds et a aidé à faire fuir les voitures en parlant aux clients de la grève. »

Lily, qui travaille chez New Seasons de temps en temps depuis 2017, a déclaré : « Cette entreprise est en déclin depuis un certain temps et a les pires politiques de présence. Ils attendent de nous plus de travail et nous paient moins. « Je suis maintenant chef de service dans une épicerie, mais je gagne 1,50 $ de moins l'heure qu'en 2021. »

Le NSLU appelle les consommateurs à boycotter la chaîne New Seasons pendant toute la période des fêtes. Le syndicat a exigé que la société mère, Good Food Holdings, une filiale du conglomérat de vente au détail sud-coréen Emart, fasse une offre raisonnable lors des prochaines séances de négociation prévues les 2 et 3 décembre.

Workers World 2 décembre 2024

Donald Trump menace les BRICS

Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a menacé samedi d'imposer des droits de douane de 100 % produit des pays membres des BRICS si le groupe décide de créer une devise différente du dollar.



« L'idée que les pays du BRICS sont en train d'essayer de s'éloigner du dollar pendant que nous restons à regarder, est révolue », a écrit le républicain sur son compte Truth Social.

« Nous avons besoin d'un engagement de ces pays disant qu'ils ne créeront pas une nouvelle monnaie BRICS et qu'ils ne soutiendront aucune autre monnaie pour remplacer le puissant dollar des États-Unis, » a ajouté Trump et il a signalé que, dans le cas contraire, les pays membres des BRICS *« affronteront des droits de douane de 100 %, et devront dire adieu aux ventes dans la merveilleuse économie des États-Unis. »*

Le politicien a déclaré : *« Il n'est pas possible que les BRICS remplacent le dollar des États-Unis dans le commerce international et n'importe quel pays qui essaierait de le faire, devrait dire adieu aux États-Unis. »*

Une monnaie commune des BRICS ?

L'idée d'introduire une monnaie commune a déjà été débattue par les pays membres des BRICS en août de l'année dernière, lors du sommet de l'organisation à Johannesburg, Afrique du Sud.

Le principal objectif de cette monnaie serait de réduire la dépendance envers le dollar et envers l'euro. Un autre objectif de cette monnaie commune serait de faciliter le commerce entre les membres de l'organisation et de faciliter le financement de projets spécifiques d'infrastructures, de projets industriels et d'autres sortes. À long terme, on espère que cette devise devienne le principal moyen de paiement et la monnaie de réserve non seulement à l'intérieur du bloc, mais aussi dans d'autres pays.

Mais, à la mi-octobre, Vladimir Poutine a précisé que l'introduction de la monnaie des BRICS n'a pas encore été envisagée car l'organisation doit agir graduellement : « En ce moment, nous sommes en train d'étudier les possibilités d'élargir l'utilisation des monnaies nationales et de créer des outils qui rendent ce travail sûr, » a déclaré le président russe.

RT 30 novembre 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 1 Décembre 2024

La déstabilisation de la Syrie analysée par Scott Ritter

L'offensive contre Alep lancée par les islamistes alliés à la Turquie de Hayat Tahir Al-Sham (un nouveau nom d'Al-Qaïda) et l'« Armée nationale » syrienne alliée aux États-Unis est la conséquence d'un plan stratégique entre les Israéliens et les Turcs, soutenu par les États-Unis, visant à couper la route d'approvisionnement de l'Iran vers le Liban pour le Hezbollah, et à menacer de déstabiliser/renverser le gouvernement Assad, forçant la Russie à détourner les ressources de l'Ukraine pour sauver sa position en Syrie. L'Ukraine a fourni aux militants anti-Assad des conseillers en matière de guerre des drones. Israël a apparemment étendu son système de radiomessagerie explosive à la Syrie, perturbant ainsi le commandement et le contrôle tactiques syriens à un moment critique des combats.



La riposte de l'armée syrienne, avec le soutien de la Russie, a neutralisé plusieurs centaines de terroristes du groupe Jabhat al-Nosra,affilié à Al-Qaida, et soutenue en sous-main par la Turquie. « Au cours de ce processus, la Syrie et ses alliés détruiront le bastion islamiste d'Idlib. La ligne d'approvisionnement Iran-Hezbollah sera rétablie/maintenue. Israël sera vaincu », dit Scott Ritter.

La Syrie s'était largement démobilisée et le Hezbollah était en grande partie rentré au Liban. Les milices irakiennes soutenues par l'Iran sont mal préparées pour contenir cet assaut. Il est fort probable qu'Alep tombe aux mains des forces islamistes proturques. Il y aura très probablement un effort concerté, mené par la Russie et l'Iran, pour sauver la situation en Syrie. Cela prendra du temps.

Cette offensive pourrait menacer le cessez-le-feu au Liban. Le plus grand perdant dans tout cela est la Turquie et Recep Erdogan.

Cette offensive n'aurait pas pu être menée sans une coopération et une coordination étroites avec Israël et les États-Unis. Les critiques d'Erdogan à l'encontre d'Israël se sont révélées être de la rhétorique vide de sens. Erdogan a une fois de plus trahi la Russie. Et son soutien à la Palestine s'est révélé frauduleux à tous points de vue.

La Russie et l'Iran stabiliseront la Syrie. Cela prendra des mois. Au cours de ce processus, la Syrie et ses alliés détruiront le bastion islamiste d'Idlib. La ligne d'approvisionnement Iran-Hezbollah sera rétablie/maintenue.

Israël sera vaincu. Et les États-Unis se retireront de Syrie à la mi-2025. Et la Turquie continuera à trahir tous ceux avec qui elle fait des affaires, parce qu'Erdogan ne défend que « sa » Turquie.

Scott Ritter
Afrique Asie 02 décembre, 2024

Une délégation russe s'est entretenue avec les dirigeants de la Guinée équatoriale

Par African Initiative

Une délégation du ministère russe de la Défense, dirigée par le vice-ministre, le colonel-général Iounous-Bek Evkourov, s'est entretenue le 1er décembre avec le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, et le ministre de la Défense de la République, Victoriano Bibang Nsue Okomo. C'est ce qu'a rapporté le correspondant de l'African Initiative.

Au cours des réunions, les parties ont discuté des perspectives de développement de la coopération militaire et militaro-technique entre les deux pays, ainsi que des aspects sécuritaires. Les négociateurs ont également porté leur attention sur la formation de spécialistes militaires et d'instructeurs pour les forces armées de la Guinée équatoriale.

Ce pays d'Afrique centrale renforce activement sa coopération avec la Russie dans le domaine de la défense. Les enjeux du renforcement des relations bilatérales dans le domaine militaire ont notamment été abordés lors de l'entretien entre Vladimir Poutine et le président de la République, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, le 2 novembre 2023 à Moscou. La Russie et la Guinée équatoriale coopèrent dans ce domaine depuis 2011, date à laquelle un accord intergouvernemental sur la coopération militaro-technique a été signé et une commission sur la coopération militaro-technique a été créée.



Auparavant, une délégation de fonctionnaires du ministère russe de la Défense avait eu des entretiens similaires au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Togo. La Russie a notamment l'intention de signer un accord avec le Mali sur la formation de l'armée républicaine par les forces des vétérans de l'opération militaire spéciale, en tenant compte de l'expérience accumulée, a indiqué la source à l'AI.

African Initiative
2 Décembre 2024

La démagogie progressiste de Sheinmbaum

Par Gustavo Burgos

Il y a de la démagogie dans le discours progressiste de la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, visant à « démocratiser » le pouvoir judiciaire. Changer la génération du pouvoir d'État ne change pas le caractère de classe de l'institution, aussi longtemps qu'elle continuera à remplir la fonction de légitimer l'ordre social capitaliste et de sauvegarder la propriété privée des grands moyens de production.

Je ne pense pas qu'il puisse y avoir beaucoup de discussion à ce sujet. Il n'y a pas de révolutions qui se matérialisent en persuadant la minorité exploiteuse qui possède l'État. Cependant, je crois que cette réforme a le mérite de susciter un débat en mettant en évidence que ce qu'on appelle le « pouvoir judiciaire » n'existe pas, puisque le pouvoir de l'État n'est qu'un et que sa propriété correspond à la bourgeoisie.

La séparation des pouvoirs du canon libéral bourgeois – telle qu'on nous l'a enseigné à la maternelle – a été formulée dans le cadre d'un débat politique dans lequel la bourgeoisie cherchait à consolider son pouvoir sur l'ensemble de la société, matérialisé par les coups de guillotine en 1789. L'analyse des fonctions – et non des pouvoirs – de l'État ne portait pas sur le pouvoir lui-même, mais sur les dynamiques laïques et républicaines qui s'opposaient à l'absolutisme monarchique.

Le pouvoir de l'État n'étant donc qu'un, la prétendue « démocratisation » des tribunaux a un caractère évidemment révélateur de ce problème. L'idée selon laquelle seuls les avocats peuvent administrer la justice est typique d'une dictature.



La présidente du Mexique Claudia Sheinbaum

Chaque décision judiciaire est politique et, en tant que telle, il convient qu'elle soit soumise à l'examen d'un débat ouvert d'intérêts. La conception marxiste des tribunaux populaires repose sur cette même idée. A leur égard, expression d'un gouvernement ouvrier, les avocats n'auront qu'un rôle purement technique.

El Porteno 25 novembre 2024



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us!

Les errements langagiers d'un Président…

Par Mireille Fanon Mendès

Emmanuel Macron exerce, par ses commentaires à propos de la décision du Conseil présidentiel de transition haïtien de mettre fin au mandat de Premier Ministre, Gary Conille, une violence toute coloniale et évidemment raciste à l'égard du peuple haïtien, de son Etat et de sa nation. A bien écouter ses paroles et outre ses mots d'une grande vulgarité, on se doit de s'interroger sur l'ingérence qu'il manifeste dans les affaires intérieures d'une nation souveraine.

A-t-il oublié que Haïti est une nation libre depuis 1825 et de plus libérée de la mise en esclavage dès 1804 alors que cette même année Bonaparte a stoppé le processus de la première abolition en réinstallant la mise en esclavage dans les autres îles françaises ? Il faudra aux mis en esclavage attendre 1848 pour sortir de la plantation, ne plus être gérés par le Code noir et pour devenir des citoyens français certes, mais surtout des travailleurs précaires contraints et soumis à un racisme racialisant qui n'a jamais cessé d'exister et de se manifester à différents niveaux de leur vie. Ils sont toujours des Non Êtres et l'inconscient collectif des Blancs ne peut s'empêcher de rappeler que seul leur monde possède la connaissance ancrée dans la Modernité eurocentrée et sait exactement ce qui est bon pour les peuples, et particulièrement pour les corps noirs. Cela a commencé avec le besoin pour la gouvernance européenne de commercialiser les corps indigènes et noirs au prétexte que les uns n'avaient pas d'âme et que les autres étaient doués d'une force supérieure.

Les schèmes organisateurs du racisme ont la vie dure. La force phantasmée fait peur ; on va jusqu'à leur prêter une sexualité étonnante puis un jour on s'interroge sur la 'masculanité noire'. Il faut les dompter. La mise en esclavage permettra de les déposséder de leur corps et de disposer de leur vie selon les besoins du modèle économique capitaliste. La Modernité eurocentrée développe alors un pseudo argumentaire scientifico-philosophico-religieux qui a la vie dure.



Le président français Emmanuel Macron

A propos d'une crise grave qui dure depuis des années, le peuple haïtien se voit non seulement affublé de présidents choisis, selon les périodes, par les Etats Unis et l'ancien colonisateur ou par un Core Group qui s'arroge , sans mandat, le droit de regard et d'intervention militaire et/ ou policière selon le bon vouloir du pouvoir impérialiste et sans jamais en référer au peuple haïtien, qui pourtant ne se détourne pas de son pays mais aussi d'un qualificatif d'une grande vulgarité qui rend bien compte du regard méprisant que la communauté internationale porte sur ce peuple.

On ne doit pas oublier que cette même communauté a endossé le qualificatif de « terroristes » pour désigner les Palestiniens et plus généralement les Arabes et particulièrement lorsqu'ils s'identifient musulmans. Dans un contexte de délitement des relations internationales et de la res publica, peu de voix s'élèvent, au niveau de la communauté internationale, contre de telles qualifications. Des excuses du ministre des Affaires étrangères suffisent-elles à laver l'affront ?

Non, il est profond et vient de la mise en esclavage, de la colonisation et du vol commis par la France sous la forme d'une dette illégale obtenue uniquement dans un rapport de force au détriment de l'Etat haïtien : 15 navires pointant leurs canons sur la ville de Port au Prince jusqu'à l'obtention de la signature de la reconnaissance de dette. Il vient de la rage française d'avoir perdu cette île, l'une des plus riches de l'espace caraïbe; la même rage s'exprime pour avoir dû abandonner sa colonie algérienne. Le récit national français ne se remet pas de ces pertes. Alors lorsque l'autre habite un pays non seulement petit mais face à une crise institutionnelle d'une immense gravité, plutôt que d'analyser les raisons du mal développement de Haïti, on insulte son peuple. Petite vengeance mais grand symbole du processus colonial et de l'expression de la colonialité du pouvoir. Il n'est pas le seul, l'ex futur président des Etats Unis n'a-t-il pas affirmé, durant sa dernière campagne, que les Haïtiens se nourrissaient de chiens ?

Ces insultes n'ont comme objectif que de déshumaniser le peuple haïtien mais surtout de le délégitimer dans ses revendications de son droit à l'autodétermination et à sa souveraineté politique. Quand certaines personnes refusent de penser, ils en viennent aux attaques ad hominem. N'oublions pas que ces deux présidents ont une histoire de vol avec Haïti ; la France avec une dette illégale qui est ni plus ni moins qu'un vol, les Etats Unis avec un autre vol qui a consisté à vider, en 1914, les banques haïtiennes de leur or. Or toujours sur le territoire nord-américain.

Ceux qui prétendent dominer le monde actuel sont ceux qui le mène vers sa perte ; tournons nos yeux vers la Palestine, le Yémen, Haïti et vers combien d'autres pays et peuples dont la mise à mort est le souhait sublimé de la colonialité du pouvoir…

Haïti ne peut rester seul, la mise en place d'un processus de réparations collectives et politiques est l'alternative pour libérer ce pays et son peuple des tentacules mortifères du colonialisme et des velléités impérialistes.

Mireille Fanon Mendès, France
Fondation Frantz Fanon 22 Novembre 2024

Une foule immense aux funérailles de Luphète Pierre Florestal



L'Eglise Baptiste évangélique de New Jerusalem





Au cimetière Sainte Marie

Par Berthony Dupont

Le samedi 30 novembre à Randolph Massachusetts, une grande manifestation de solidarité a eu lieu pour rendre un dernier hommage bien mérité à notre collaborateur Pierre Florestal. Il était curieux de voir, bien qu'il n'ait pas vécu longtemps à Boston, puisqu'il s'est installé à Brooklyn il y a quelques années à peine, comment il a pu attirer une foule impressionnante, présente pendant toute la cérémonie pour lui rendre hommage.

L'Eglise Baptiste évangélique de New Jerusalem était bondée de monde, dans les couloirs comme au rez-de-chaussée, les gens étaient debout et suivaient la cérémonie sur des écrans. Il n'y avait pas de meilleure façon de saluer le départ d'un militant, d'un journaliste, d'un être cher tant à sa famille qu'à la Communauté haïtienne.

De nombreux témoignages ont été faits par ses enfants, ses proches et aussi par deux membres de la délégation d'Haïti-Liberté.

Après la cérémonie à l'église, un défilé de voitures s'est rendu au cimetière Sainte Marie où repose la dépouille de Florestal.

De retour à la salle de réception, on continue de célébrer la vie de notre regretté Pierre Florestal. Chacun des présents avait un mot gentil à son égard, une anecdote, un souvenir à partager.

La famille n'a pas hésité à lui offrir des funérailles solennelles. Notre camarade est parti comme il a vécu : en un Grand Homme !



Dans les couloirs comme au rez-de-chaussée, les gens étaient debout et suivaient la cérémonie sur des écrans géants